

CONSEIL COMMUNAL DU 14 JANVIER 2013

GEMEENTERAAD VAN 14 JANUARI 2013

REGISTRE - REGISTER

Présents Vincent De Wolf, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter*;
Aanwezig Patrick Lenaers, *1er Échevin(e)/1e Schepen*;
Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Françoise Bertieaux, Frank Van Bockstal, Bernard de Marcken de Merken, Colette Njomgang, Rik Baeten, *Échevin(e)s/Schepenen*;
Eliane Paulissen-De Meulemeester, Jean-Luc Robert, André du Bus de Warnaffe, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Jean Laurent, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Corinne De Henau-Mikolajczak, Chantal Hoornaert, Marie-Louise Servais, Aziz Es, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, Marc Lemaire, Marie Colinet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, ~~Stéphane Van Vaerenbergh~~, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*;
Christian Debaty, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 19:00

DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 19:00

REMARQUE: *L'ordre des points tel que fixé par l'ordre du jour ayant été modifié en séance, nous avons adapté les numéros des points afin de les faire correspondre avec l'ordre suivi en séance.*

OPMERKING: *aangezien de volgorde van de agendapunten zoals vastgelegd in de agenda gewijzigd werd tijdens de zitting, hebben wij de nummers van de punten aangepast zodat ze overeenkomen met de volgorde die tijdens de zitting gevolgd werd.*

14.01.2013/A/001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 17.12.2012 - Approbation** **Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 17.12.2012 - Goedkeuring**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

14.01.2013/A/002 **Conseil communal - Remplacement d'un membre (Ethel Savelkoul) - Vérification des pouvoirs - Prestation de serment - Installation d'un suppléant.
Gemeenteraad - Vervanging van een lid (Ethel Savelkoul) - Onderzoek van de geloofsbriefen - Eedaflegging - Installatie van de opvolgster.**

Le Conseil communal,

Attendu que Madame Ethel Savelkoul a offert la démission de ses fonctions de conseillère communale;

Attendu que Monsieur Stéphane Van Vaerenbergh, suppléant de la liste du Bourgmestre des élections du 14 octobre 2012 à laquelle appartient Madame Ethel Savelkoul vient en ordre utile pour achever le mandat devenu vacant;

Attendu que Monsieur Stéphane Van Vaerenbergh, par sa lettre du 11 janvier 2013 accepte d'achever le mandat devenu vacant;

Attendu que Monsieur Stéphane Van Vaerenbergh réunit les conditions d'éligibilité requises par l'article 65 de la loi électorale communale; qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'incompatibilité prévus aux articles 71, 73, 74 et 75 de la nouvelle loi communale;

Vu les articles 6 et 8 de la nouvelle loi communale;

Oùï l'exposé de l'affaire fait en séance publique par Monsieur le Président, rapporteur;

ARRETE

Les pouvoirs de Monsieur Stéphane Van Vaerenbergh sont validés;

L'intéressé a prêté le serment légal prévu par l'article 80 de la nouvelle loi communale :
« Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux Lois du Peuples belge ».

M. Van Vaerenbergh est installé.

34 votants : 34 votes positifs.

De gemeenteraad,

overwegende dat mevrouw Ethel Savelkoul zijn ontslag aangeboden heeft uit de functies van Gemeenteraadslid;

overwegende dat de heer Stéphane Van Vaerenbergh, opvolgster van lijst van de

Burgemeester van de verkiezingen van 14 oktober 2012 tot de welke mevrouw Ethel Savelkoul behoorde als eerste gerangschikt is om het vrijgekomen mandaat waar te nemen;

overwegende dat de heer Stéphane Van Vaerenbergh, bij haar brief van 11 januari 2013 aanvaardt het vrijgekomen mandaat waar te nemen;

overwegende dat de heer Stéphane Van Vaerenbergh aan de vereiste verkiesbaarheidsvoorwaarden voldoet voorzien bij artikel 65 van de gemeentekieswet; dat zij zich in geen geval van onverenigbaarheid bevindt voorzien bij de artikelen 71, 73, 74 en 75 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de artikelen 6 en 8 van de nieuwe gemeentewet;

na verslag van de zaak gedaan in openbare zitting door de heer Voorzitter, verslaggever;

BESLIST

de geloofsbrieven van de heer Stéphane Van Vaerenbergh verkrijgen geldigheid. de betrokkene heeft de wettelijke eed afgelegd voorzien bij artikel 80 van de gemeentewet:

« Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de Wetten van het Belgisch Volk ».

De heer Van Vaerenbergh is geïnstalleerd.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Stéphane Van Vaerenbergh entre en séance
Stéphane Van Vaerenbergh treedt in zitting

14.01.2013/A/003 **Communication / Mededeling.**

Arrêté du Bourgmestre ordonnant la fermeture quotidienne, à une heure déterminée et durant une période déterminée, d'un débit de boissons.

Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2,

Considérant que le Bourgmestre peut décider de fermer un établissement accessible au public pour la durée qu'il détermine si l'ordre public autour de cet établissement est troublé par des comportements survenant dans cet établissement;

Considérant que, suite à de multiples faits de tapage nocturne à l'extérieur du « Nouveau Saint Michel », situé Boulevard Saint Michel 129 à 1040 Bruxelles, cet établissement avait été soumis à une fermeture de 15 jours en octobre dernier ;

Considérant que plusieurs autres plaintes à l'encontre de cet établissement, ont, depuis, été déposées ; que celles-ci concernent principalement le bruit causé par la diffusion de musique à l'intérieur du café, et s'entendant à l'extérieur de celui-ci ;

Considérant qu'il apparaît donc que, bien qu'ayant fait installer un limiteur de son, scellé par l'IBGE, M. Luigi Malisan, exploitant de l'établissement « Le Nouveau Saint Michel », persiste à troubler l'ordre et la tranquillité publics, en raison des comportements survenant dans cet établissement ;

Considérant que ces nouvelles interventions policières ont toutes eu lieu entre 00h45 et 06h00 et, pour la majorité, en semaine ;

Vu son audition du 19.12.2012 par les représentantes du Bourgmestre ;

Considérant que M. Malisan ne semble absolument pas prendre conscience du dérangement du voisinage causé par le bruit provenant de son café, et ce, à des heures extrêmement tardives ; qu'il prétend que le son ne sort que de manière imperceptible de son établissement ;

Considérant cependant que l'inverse ressort clairement des procès-verbaux de la police ;

Considérant qu'il est désormais nécessaire d'ordonner des mesures afin de faire cesser cette mise en péril de l'ordre public ; qu'au vu de l'importance de la période des fêtes pour l'Horeca, une mesure de limitation des heures d'ouverture de l'établissement susvisé, tout en différenciant les jours de semaines et de w.e., semble indiquée pour permettre de rétablir la tranquillité publique dans le quartier et faire prendre conscience à l'intéressé de la gravité de la situation ;

Considérant qu'en cas de nouvelle récidive, des mesures plus coercitives seront prises ;

Arrete :

Article 1^{er}- Ordre est donné M. Luigi Malisan, exploitant de l'établissement dénommé « Le nouveau Saint Michel », situé Boulevard Saint Michel, 129 à 1040 Bruxelles, de fermer cet établissement, durant la période **du vendredi 21 décembre au samedi 29 décembre 2012 (nuit du samedi 29 au dimanche 30 incluse)**, selon les horaires suivants :

- **les nuits du vendredi au samedi et du samedi au dimanche : au plus tard à 2 heures du matin,**

- **les autres nuits de la semaine : au plus tard à minuit.**

Une exception est prévue pour **la nuit du 24 au 25 décembre** : l'établissement devra être fermé **au plus tard à 2 heures du matin**.

Article 2 – Durant la période fixée à l'article 1^{er}, toute personne qui se trouvera, au-delà de l'heure de fermeture autorisée, à l'intérieur de l'établissement désigné au même article, sera expulsée.

Article 3 – Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Article 4 – Le présent arrêté est signifié contre récépissé déposé par la police de la zone Montgomery.

Fait à Etterbeek, le 21 décembre 2012.

Entendue
35 votants : 35 votes positifs.

Gehoord
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

14.01.2013/A/004 **Centre public d'action sociale - Election des membres du Conseil de l'action sociale.**

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn - Verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale ;

Attendu que l'article 12 de cette loi dispose que l'élection des membres du Conseil de l'action sociale a lieu un lundi, au plus tôt le 2^{ème} et au plus tard le 7^{ème}, qui suit l'installation du Conseil communal ;

Attendu que, conformément à l'article 6 de la loi du 8 juillet 1976 précitée, le Conseil de l'action sociale de la commune d'Etterbeek est composé de 11 membres ;

Attendu que, conformément à l'article 13 de la loi du 8 juillet 1976, chacun des 35 conseillers communaux dispose de 6 voix ;

Vu les actes de présentation, au nombre de 5, introduits conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'Arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des Centres publics locaux d'action sociale ;

Attendu que, respectivement, ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après et sont signés par les conseillers communaux suivants :

Candidats membres effectifs	Candidats membres suppléants
------------------------------------	-------------------------------------

Acte de présentation n°1, signé par Mme Chantal HOORNAERT, M. Rik JELLEMA et M. Marc LEMAIRE.

M. Quentin PEIGNEUR	M. Gauthier COCLE
	M. Philippe TIMMERMANS
	Mme Juliane EISENBERG
M. Robert REYNAERT	M. Gauthier COCLE
	M. Philippe TIMMERMANS
	Mme Juliane EISENBERG

Acte de présentation n°2, signé par M. André du BUS, Mme Kathy MOTTET et Mme Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK

Mme Huguette PLAETENS	M. Hadrien de KERCHOVE
	Mme Kathy MOTTET
	Mme Edoardo TRAVERSA

Acte de présentation n°3, signé par M. Christophe GASIA, Mme Gisèle MANDAILA et Mme Françoise CARTON de WIART.

M. Callogero MENDOLA	M. Thierry MOMMER
	M. Cédric NEUVILLE
	Mme Monique HOSKENS

Acte de présentation n°4, signé par M. Rachid MADRANE.

M. Jonathan COUVREUR	M. Mourad KOURDOUSSI
----------------------	----------------------

Acte de présentation n°5, signé par M. Arnaud VAN PRAET, Mme Françoise BERTIEAUX, Mme Eliane PAULISSEN, M. Jean LAURENT et M. Laurent VLEMINCKX.

Mme Françoise BERTIEAUX	M. Jean LAURENT
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
Mme Eliane PAULISSEN	Mme Florence PENDEVILLE
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
Mme Florence PENDEVILLE	M. Jacques PENEZ
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
Mme Ethel SAVELKOUL	Mme Florence PENDEVILLE
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
M. Laurent VLEMINCKX	Mme Florence PENDEVILLE
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
M. Andrea ZANAGLIO	Mme Odette VANDYSTAAT
	Mme Florence PENDEVILLE
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH

Vu la liste des candidats arrêtée par le Bourgmestre, conformément à l'article 7 de l'Arrêté royal prérapplé, sur base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

Candidats membres effectifs	Candidats membres suppléants
Mme Françoise BERTIEAUX	M. Jean LAURENT
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
M. Jonathan COUVREUR	M. Mourad KOURDOUSSI
M. Callogero MENDOLA	M. Thierry MOMMER

	M. Cédric NEUVILLE
	Mme Monique HOSKENS
Mme Eliane PAULISSEN	Mme Florence PENDEVILLE
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
M. Quentin PEIGNEUR	M. Gauthier COCLE
	M. Philippe TIMMERMANS
	Mme Juliane EISENBERG
Mme Florence PENDEVILLE	M. Jacques PENEZ
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
Mme Huguette PLAETENS	M. Hadrien de KERCHOVE
	Mme Kathy MOTTET
	Mme Edoardo TRAVERSA
M. Robert REYNAERT	M. Gauthier COCLE
	M. Philippe TIMMERMANS
	Mme Juliane EISENBERG
Mme Ethel SAVELKOUL	Mme Florence PENDEVILLE
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
M. Laurent VLEMINCKX	Mme Florence PENDEVILLE
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH
	M. Andrea ZANAGLIO
M. Andrea ZANAGLIO	Mme Odette VANDYSTAAT
	Mme Florence PENDEVILLE
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH

Constate que Mmes Marie COLINET et Christina Karkan, les deux plus jeunes conseillers communaux, assistent le Bourgmestre dans les opérations du scrutin et du dépouillement (article 10 de l'Arrêté royal du 22 novembre 1976) ;

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection des membres effectifs et de leurs suppléants du conseil de l'action sociale.

Il y a 35 votants ayant reçu 6 bulletins.

210 bulletins sont remis au bourgmestre et aux assesseurs.

Le dépouillement de ces bulletins donne le résultat suivant :

0 bulletins nuls ;

6 bulletins blancs ;

204 bulletins valables.

Les suffrages exprimés sur ces 210 bulletins valables sont attribués comme suit :

Nom et prénom des candidats membres effectifs	Nombre de voix obtenues
Mme Françoise BERTIEAUX	18
M. Jonathan COUVREUR	18
M. Callogero MENDOLA	18
Mme Eliane PAULISSEN	18
M. Quentin PEIGNEUR	18
Mme Florence PENDEVILLE	18
Mme Huguette PLAETENS	24
M. Robert REYNAERT	18
Mme Ethel SVELKOUL	18
M. Laurent VLEMINCKX	18
M. Andrea ZANAGLIO	18
Nombre total des votes	210

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés.

Constate que les 11 candidats-membres effectifs présentés sont élus.

Par conséquent le bourgmestre constate que :

Sont élus membres effectifs du conseil de l'aide sociale :	Les candidats, présentés comme suppléants pour chaque membre effectif élu mentionné en regard, sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation les suppléants de ces membres effectifs élus.
Mme Françoise BERTIEAUX Née le 17.09.1958 Domiciliée Avenue de Tervueren, 28 - 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Députée	M. Jean LAURENT Né le 12.09.1973 Domicilié rue de l'Orient, 66 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Avocat
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH Né le 02.05.1940 Domicilié rue Louis Hap, 198/7 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Pensionné
	M. Andrea ZANAGLIO Né le 31.03.1985 Domicilié rue Belliard, 141/11 – 1040 Bruxelles De nationalité italienne Profession : Attaché Parlementaire
M. Jonathan COUVREUR Né le 17.04.1981 Domicilié boulevard Louis Schmidt, 53/5 1040 Bruxelles De nationalité	M. Mourad KOURDOUSSI Né le 02.10.1966 Domicilié avenue Général Fivé, 24 -1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Fonctionnaire

<p>belge</p> <p>Profession : Juriste</p>	
<p>M. Callogero MENDOLA</p> <p>Né le 25.01.1978</p> <p>Domicilié rue Général Henry, 7 – 1040 Bruxelles</p> <p>De nationalité belge</p> <p>Profession : Fonctionnaire</p>	<p>M. Thierry MOMMER</p> <p>Né le 11.11.1958</p> <p>Domicilié rue Pierre Hap Lemaitre, 19 1040 Bruxelles</p> <p>De nationalité belge</p> <p>Profession : Fonctionnaire</p>
	<p>M. Cédric NEUVILLE</p> <p>Né le 10.10.1976</p> <p>Domicilié avenue René Piret, 2/7</p> <p>De nationalité belge</p> <p>Profession : Employé</p>
	<p>Mme Monique HOSKENS</p> <p>Née le 05.07.1946</p> <p>Domiciliée rue Général Fivé, 15/3</p> <p>De nationalité belge</p> <p>Profession : Retraitée</p>
<p>Mme Eliane PAULISSEN</p> <p>Née le 02.08.1943</p> <p>Domiciliée Place du Roi Vainqueur, 14 – 1040 Bruxelles</p> <p>De nationalité belge</p> <p>Profession : Pensionnée</p>	<p>Mme Florence PENDEVILLE</p> <p>Née le 01.01.1966</p> <p>Domiciliée avenue du Onze novembre, 66/4 1040 Bruxelles</p> <p>De nationalité belge</p> <p>Profession : Enseignante</p>
	<p>M. Stéphane VAN VAERENBERGH</p> <p>Né le 02.05.1940</p> <p>Domicilié rue Louis Hap, 198/7 – 1040 Bruxelles</p> <p>De nationalité belge</p> <p>Profession : Pensionné</p>
	<p>M. Andrea ZANAGLIO</p> <p>Né le 31.03.1985</p>

	<p>Domicilié rue Belliard, 141/11 – 1040 Bruxelles De nationalité italienne Profession : Attaché Parlementaire</p>
<p>M. Quentin PEIGNEUR Né le 15.02.1983 Domicilié avenue de la Chasse, 154 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Politologue, conseiller politique</p>	<p>M. Gauthier COCLE Né le 16.02.1984 Domicilié rue Fétis, 22 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Employé</p>
	<p>M. Philippe TIMMERMANS Né le 24.02.1945 Domicilié rue Richard Kips, 6 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Enseignant retraité</p>
	<p>Mme Juliane EISENBERG Née le 29.06.1973 Domiciliée rue de Tervaete, 80 bte 10 De nationalité belge Profession : Employé</p>
<p>Mme Florence PENDEVILLE Née le 01.01.1966 Domiciliée avenue du Onze novembre, 66/4 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Enseignante</p>	<p>M. Jacques PENEZ Né le 09.06.0957 Domicilié avenue Le Marinel, 141 De nationalité belge Profession gérant d'entreprise</p>
	<p>M. Stéphane VAN VAERENBERGH Né le 02.05.1940 Domicilié rue Louis Hap, 198/7 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Pensionné</p>

	<p>M . Andrea ZANAGLIO Né le 31.03.1985 Domicilié rue Belliard, 141/11 – 1040 Bruxelles De nationalité italienne Profession : Attaché Parlementaire</p>
<p>Mme Huguette PLAETENS Née le 25.05.1946 Domiciliée place saint Antoine, 33 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Retraitée</p>	<p>M. Hadrien de KERCHOVE Né le 07.06.1991 Domicilié rue des Taxandres, 17 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Etudiant</p>
	<p>Mme Kathy MOTTET Née le 01.05.1959 Domiciliée rue Champ du Roi, 113 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Ingénieur</p>
	<p>M. Edoardo TRAVERSA Né le 15.04.1980 Domicilié De nationalité belge Profession : Professeur – UCL</p>
<p>M. Robert REYNAERT Né le 29.06.1949 Domicilié rue des Cultivateurs, 83 De nationalité belge Profession : Ingénieur civil, directeur financier</p>	<p>M. Gauthier COCLE Né le 16.02.1984 Domicilié rue Fétis, 22 De nationalité belge Profession : Employé</p>
	<p>M. Philippe TIMMERMANS Né le 24.02.1945 Domicilié rue Richard Kips, 6 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Enseignant retraité</p>
	<p>Mme Juliane EISENBERG</p>

	<p>Née le 29.06.1973 Domiciliée rue de Tervaete, 80 bte 10 De nationalité belge Profession : Employé</p>
<p>Mme Ethel SAVELKOUL Née le 12.07.1969 Domiciliée rue du Cornet, 90 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Employée</p>	<p>Mme Florence PENDEVILLE Née le 01.01.1966 Domiciliée avenue du Onze novembre, 66/4 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Enseignante</p>
	<p>M. Stéphane VAN VAERENBERGH Né le 02.05.1940 Domicilié rue Louis Hap, 198/7 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Pensionné</p>
	<p>M . Andrea ZANAGLIO Né le 31.03.1985 Domicilié rue Belliard, 141/11 – 1040 Bruxelles De nationalité italienne Profession : Attaché Parlementaire</p>
<p>M. Laurent VLEMINCKX Né le 15.09.1964 Domicilié rue Camille Joset, 4 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Enseignant</p>	<p>Mme Florence PENDEVILLE Née le 01.01.1966 Domiciliée avenue du Onze novembre, 66/4 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Enseignante</p>
	<p>M. Stéphane VAN VAERENBERGH Né le 02.05.1940 Domicilié rue Louis Hap, 198/7 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Pensionné</p>
	<p>M . Andrea ZANAGLIO Né le 31.03.1985 Domicilié rue Belliard, 141/11 – 1040 Bruxelles De nationalité belge</p>

	Profession : Attaché Parlementaire
M . Andrea ZANAGLIO Né le 31.03.1985 Domicilié rue Belliard, 141/11 – 1040 Bruxelles De nationalité italienne Profession : Attaché Parlementaire	Mme Odette VANDYSTAAT Née le 03.11.1948 Domiciliée rue Froissart, 29 – 1040 Bruxelles De nationalité italienne Profession : Employée
	Mme Florence PENDEVILLE Née le 01.01.1966 Domiciliée avenue du Onze novembre, 66/4 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Enseignante
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH Né le 02.05.1940 Domicilié rue Louis Hap, 198/7 – 1040 Bruxelles De nationalité belge Profession : Pensionné

Observe que les conditions d'éligibilité sont réunies par :

- les 11 candidats-membres effectifs élus.
- les 16 candidats suppléants de plein droit de ces 11 candidats-membres effectifs élus.

Observe qu'à sa connaissance, aucun membre effectif ne se trouve dans un des cas d'incompatibilité prévus par la loi du 8 juillet 1976 ;

Joint au dossier de l'élection, conformément à l'article 18 ter de la loi du 8 juillet 1976, les nom et prénoms du premier candidat conseiller communal non élu de chacun des deux groupes linguistiques :

- pour le groupe linguistique francophone : M. Stéphane VAN VAERENBERGH
- pour le groupe linguistique néerlandophone : Mme Myriam GISTELINCK.

La présente délibération sera adressée dans les plus brefs délais aux autorités de tutelle.

Vote: Mme F. BERTIEAUX: 18 oui, M. J. COUVREUR: 18 oui, M. C. MENDOLA: 18 oui, Mme E. PAULISSEN: 18 oui, M. Q. PEIGNEUR: 18 oui, Mme F. PENDEVILLE: 18 oui, Mme H. PLAETENS: 24 oui, M. R. REYNAERT: 18 oui, Mme E. SVELKOU: 18 oui, M. L. VLEMINCKX: 18 oui, M. A. ZANAGLIO: 18 oui.

De gemeenteraad,

gelet op de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat artikel 12 van deze wet bepaalt dat de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn plaatsvindt op een maandag, ten vroegste de tweede en uiterlijk de zevende volgend op de installatie van de gemeenteraad;

overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn van de gemeente Etterbeek overeenkomstig artikel 6 van de wet van 8 juli 1976 samengesteld is uit elf leden;

overwegende dat elk van de 35 gemeenteraadsleden overeenkomstig artikel 13 van de wet van 8 juli 1976 over zes stemmen beschikt;

gelet op de vijf voordrachten ingediend overeenkomstig de artikelen 2, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezingen van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat, respectievelijk, deze akte de hierna vermelde kandidaten voordragen en ondertekend zijn door de volgende gemeenteraadsleden;

Kandidaat-vaste leden	Kandidaat-opvolgers
-----------------------	---------------------

Voordracht nr. 1, ondertekend door mevr. Chantal HOORNAERT, dhr. Rik JELLEMA et dhr. Marc LEMAIRE.

dhr. Quentin PEIGNEUR	dhr. Gauthier COCLE
	dhr. Philippe TIMMERMANS
	mevr. Juliane EISENBERG
dhr. Robert REYNAERT	dhr. Gauthier COCLE
	dhr. Philippe TIMMERMANS
	mevr. Juliane EISENBERG

Voordracht nr. 2, ondertekend door dhr. André du BUS, mevr. Kathy MOTTET et mevr. Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK

mevr. Huguette PLAETENS	dhr. Hadrien de KERCHOVE
	mevr. Kathy MOTTET
	mevr. Edoardo TRAVERSA

Voordracht nr. 3, ondertekend door dhr. Christophe GASIA, mevr. Gisèle MANDAILA et mevr. Françoise CARTON de WIART.

dhr. Callogero MENDOLA	dhr. Thierry MOMMER
	dhr. Cédric NEUVILLE
	mevr. Monique HOSKENS

-

Voordrachtakte nr. 4, ondertekend door, dhr. Rachid MADRANE.

dhr. Jonathan COUVREUR	dhr. Mourad KOURDOUSSI
------------------------	------------------------

Voordracht nr. 5, ondertekend door dhr. Arnaud VAN PRAET, mevr. Françoise BERTIEAUX, mevr. Eliane PAULISSEN, dhr. Jean LAURENT en dhr. Laurent VLEMINCKX.

mevr. Françoise BERTIEAUX	dhr. Jean LAURENT
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. . Andrea ZANAGLIO
mevr. Eliane PAULISSEN	mevr. Florence PENDEVILLE
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
mevr. Florence PENDEVILLE	dhr. Jacques PENEZ
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
mevr. Ethel SVELKOUL	mevr. Florence PENDEVILLE
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
dhr. Laurent VLEMINCKX	mevr. Florence PENDEVILLE
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
dhr. Andrea ZANAGLIO	mevr. Odette VANDYSTAAT
	mevr. Florence PENDEVILLE
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH

gelet op de kandidatenlijst door de burgemeester opgemaakt, overeenkomstig artikel 7 van het voornoemd koninklijk besluit, op grond van gezegde voordrachten en luidend als volgt:

Kandidaat-vaste leden	Kandidaat-opvolgers
mevr. Françoise BERTIEAUX	dhr. Jean LAURENT
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
dhr. Jonathan COUVREUR	dhr. Mourad KOURDOUSSI
dhr. Callogero MENDOLA	dhr. Thierry MOMMER
	dhr. Cédric NEUVILLE
	mevr. Monique HOSKENS
mevr. Eliane PAULISSEN	mevr. Florence PENDEVILLE
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
dhr. Quentin PEIGNEUR	dhr. Gauthier COCLE
	dhr. Philippe TIMMERMANS
	mevr. Juliane EISENBERG
mevr. Florence PENDEVILLE	dhr. Jacques PENEZ
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
mevr. Huguette PLAETENS	dhr. Hadrien de KERCHOVE
	mevr. Kathy MOTTET
	mevr. Edoardo TRAVERSA
dhr. Robert REYNAERT	dhr. Gauthier COCLE
	dhr. Philippe TIMMERMANS
	mevr. Juliane EISENBERG
mevr. Ethel SAVELKOUL	mevr. Florence PENDEVILLE
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
dhr. Laurent VLEMINCKX	mevr. Florence PENDEVILLE
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH
	dhr. Andrea ZANAGLIO
dhr. Andrea ZANAGLIO	mevr. Odette VANDYSTAAT
	mevr. Florence PENDEVILLE
	dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH

stelt vast dat mevrouwen Marie COLINET en Christina KARKAN, de twee jongste gemeenteraadsleden, de burgemeester bijstaan bij de verrichtingen van de stemming en van de stemopneming (artikel 10 van het koninklijk besluit van 22 november 1976);

gaat in openbare vergadering en bij geheime stemming over tot de verkiezing van de

werkende leden en hun opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn.

35 raadsleden nemen deel aan de stemming en ontvangen ieder zes stembiljetten.
210 stembiljetten worden overhandigd aan de burgemeester en zijn bijzitters.

De stemopneming van deze biljetten geeft volgend resultaat:

- 0 nietige stembiljetten;
- 6 blanco stembiljetten;
- 204 geldige stembiljetten.

De op deze 210 geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden toegekend als volgt:

Naam en voornaam van de kandidaten-vaste leden	Aantal bekomen stemmen
Mevr. Françoise BERTIEAUX	18
Dhr. Jonathan COUVREUR	18
Dhr. Callogero MENDOLA	18
Mevr. Eliane PAULISSEN	18
Dhr. Quentin PEIGNEUR	18
Mevr. Florence PENDEVILLE	18
Mevr. Huguette PLAETENS	24
Dhr. Robert REYNAERT	18
Mevr. Ethel SAVELKOUL	18
Dhr. Laurent VLEMINCKX	18
Dhr. Andrea ZANAGLIO	18
Totaal aantal stemmen:	210

stelt vast dat de stemmen werden uitgebracht op naam van regelmatig voorgedragen kandidaten-vaste leden.

stelt vast dat de elf voorgestelde kandidaten-vaste leden verkozen worden;

bijgevolg stelt de burgemeester vast dat:

verkozen zijn tot effectief lid van de raad voor maatschappelijk welzijn:	de kandidaten, die als opvolgers van elk hiernaast vermeld verkozen effectief werden voorgedragen, van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgers zijn van deze verkozen effectieve leden.
--	--

<p>Mevr. Françoise BERTIEAUX Geboren op 17.09.1958 Met woonplaats in de Tervurenlaan 28 - 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: volksvertegenwoordiger</p>	<p>M. Jean LAURENT Geboren op 12.09.1973 Met woonplaats in de Morgenlandstraat 66 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: advocaat</p>
	<p>M. Stéphane VAN VAERENBERGH Geboren op 02.05.1940 Met woonplaats in de Louis Hapstraat 198/7 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerd</p>
	<p>M . Andrea ZANAGLIO Geboren op 31.03.1985 Met woonplaats in de Belliardstraat 141/11 – 1040 Brussel Van Italiaanse nationaliteit Beroep: parlementair medewerker</p>
<p>M. Jonathan COUVREUR Geboren op 17.04.1981 Met woonplaats in de Louis Schmidtdlaan 53/5 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: jurist</p>	<p>M. Mourad KOURDOUSSI Geboren op 02.10.1966 Met woonplaats in de Generaal Fivéstraat 24 -1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: ambtenaar</p>
<p>M. Callogero MENDOLA Geboren op 25.01.1978 Met woonplaats in de Generaal Henrystraat 7 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: ambtenaar</p>	<p>M. Thierry MOMMER Geboren op 11.11.1958 Met woonplaats in de Pierre Hap Lemaîtrestraat 19 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: ambtenaar</p>
	<p>M. Cédric NEUVILLE Geboren op 10.10.1976 Met woonplaats in de René Piretlaan 2/7 Van Belgische nationaliteit Beroep: bediende</p>
	<p>Mevr. Monique HOSKENS</p>

	<p>Geboren op 05.07.1946 Met woonplaats in de Generaal Fivéstraat 15/3 Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerde</p>
<p>Mevr. Eliane PAULISSEN Geboren op 02.08.1943 Met woonplaats op het Koning Overwinnaarplein 14 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerde</p>	<p>Mevr. Florence PENDEVILLE Geboren op 01.01.1966 Met woonplaats in de Elf Novemberlaan 66/4 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: lerares</p>
	<p>M. Stéphane VAN VAERENBERGH Geboren op 02.05.1940 Met woonplaats in de Louis Hapstraat 198/7 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerde</p>
	<p>M . Andrea ZANAGLIO Geboren op 31.03.1985 Met woonplaats in de Belliardstraat 141/11 – 1040 Brussel Van Italiaanse nationaliteit Beroep: parlementair medewerker</p>
<p>M. Quentin PEIGNEUR Geboren op 15.02.1983 Met woonplaats in de Jachtlaan 154 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: Politicoloog – Politiek adviseur</p>	<p>M. Gauthier COCLE Geboren op 16.02.1984 Met woonplaats in de Fétisstraat 22 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: bediende</p>
	<p>M. Philippe TIMMERMANS Geboren op 24.02.1945 Met woonplaats in de Richard Kipsstraat 6 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerde leraar</p>
	<p>Mevr. Juliane EISENBERG Geboren op 29.06.1973 Met woonplaats in de Tervaeetstraat 80 bus 10 Van Belgische nationaliteit Beroep: bediende</p>

<p>Mevr. Florence PENDEVILLE Geboren op 01.01.1966 Met woonplaats in de Elf Novemberlaan 66/4 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: lerares</p>	<p>M. Jacques PENEZ Geboren op 09.06.0957 Met woonplaats in de Le Marinellaan 141 Van Belgische nationaliteit Beroep: zaakvoerder</p>
	<p>M. Stéphane VAN VAERENBERGH Geboren op 02.05.1940 Met woonplaats in de Lous Hapstraat 198/7 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerd</p>
	<p>M . Andrea ZANAGLIO Geboren op 31.03.1985 Met woonplaats in de Belliardstraat 141/11 – 1040 Brussel Van Italiaanse nationaliteit Beroep: parlementair medewerker</p>
<p>Mevr. Huguette PLAETENS Geboren op 25.05.1946 Met woonplaats op het Sint Antoniusplein 33 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerde</p>	<p>M. Hadrien de KERCHOVE Geboren op 07.06.1991 Met woonplaats in de Toxandriërsstraat 17 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: student</p>
	<p>Mevr. Kathy MOTTET Geboren op 01.05.1959 Met woonplaats in de Koningsveldstraat 113 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: ingenieur</p>
	<p>M. Edoardo TRAVERSA Geboren op 15.04.1980 Met woonplaats in de Van Belgische nationaliteit Beroep: docent – UCL</p>
<p>M. Robert REYNAERT Geboren op 29.06.1949 Met woonplaats in de Landbouwerstraat 83</p>	<p>M. Gauthier COCLE Geboren op 16.02.1984 Met woonplaats in de Fetisstraat 22 Van Belgische nationaliteit Beroep: bediende</p>

Van Belgische nationaliteit Beroep: burgerlijk ingenieur, financieel directeur	
	M. Philippe TIMMERMANS Geboren op 24.02.1945 Met woonplaats in de Richard Kipsstraat 6 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerd leraar
	Mevr. Juliane EISENBERG Geboren op 29.06.1973 Met woonplaats in de Tervaeetstraat 80 bus 10 Van Belgische nationaliteit Beroep: bediende
Mevr. Ethel SAVELKOUL Geboren op 12.07.1969 Met woonplaats in de Hoornstraat 90 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: bediende	Mevr. Florence PENDEVILLE Geboren op 01.01.1966 Met woonplaats in de Elf Novemberlaan 66/4 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: lerares
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH Geboren op 02.05.1940 Met woonplaats in de Louis Hapstraat 198/7 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerd
	M . Andrea ZANAGLIO Geboren op 31.03.1985 Met woonplaats in de Belliardstraat 141/11 – 1040 Brussel Van Italiaanse nationaliteit Beroep: parlementair medewerker
M. Laurent VLEMINCKX Geboren op 15.09.1964 Met woonplaats in de Camille Josetstraat 4 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: leraar	Mevr. Florence PENDEVILLE Geboren op 01.01.1966 Met woonplaats in de Elf Novemberlaan 66/4 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: lerares
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH Geboren op 02.05.1940

	Met woonplaats in de Louis Hapstraat 198/7 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerd
	M . Andrea ZANAGLIO Geboren op 31.03.1985 Met woonplaats in de Belliardstraat 141/11 – 1040 Brussel Van Italiaanse nationaliteit Beroep: parlementair medewerker
M . Andrea ZANAGLIO Geboren op 31.03.1985 Met woonplaats in de Belliardstraat 141/11 – 1040 Brussel Van Italiaanse nationaliteit Beroep: parlementair medewerker	Mevr. Odette VANDYSTAAT Geboren op 03.11.1948 Met woonplaats in de Froissartstraat 29 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: bediende
	Mevr. Florence PENDEVILLE Geboren op 01.01.1966 Met woonplaats in de Elf Novemberlaan 66/4 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: lerares
	M. Stéphane VAN VAERENBERGH Geboren op 02.05.1940 Met woonplaats in de Louis Hapstraat 198/7 – 1040 Brussel Van Belgische nationaliteit Beroep: gepensioneerd

stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn door:

- de elf verkozen kandidaat-vaste leden;
- de zestien kandidaten, van rechtswege de opvolgers van deze elf kandidaat-vaste leden.

Stelt vast dat bij zijn weten geen enkel vast lid zich in één van de gevallen van onverenigbaarheid bepaald door de wet van 7 juli 1976 bevindt;

voegt aan het verkiezingsdossier, overeenkomstig artikel 18 ter van de wet van 8 juli 1976, de naam, de voornamen van het eerste niet-verkozen kandidaat-gemeenteraadslid van de beide taalgroepen:

- voor de Franse taalgroep: dhr. Stéphane VAN VAERENBERGH,
- voor de Nederlandse taalgroep: mevr. Myriam GISTELINCK.

Deze beraadslaging zal zo vlug mogelijk bezorgd worden aan de toezichthoudende overheid.

Stemming: *Mevrouw F. BERTIEAUX: 18 ja, De heer J. COUVREUR: 18 ja, De heer C. MENDOLA: 18 ja, Mevrouw E. PAULISSEN: 18 ja, De heer Q. PEIGNEUR: 18 ja, Mevrouw F. PENDEVILLE: 18 ja, Mevrouw H. PLAETENS: 24 ja, De heer R. REYNAERT: 18 ja, Mevrouw E. SAVELKOUL: 18 ja, De heer L. VLEMINCKX: 18 ja, De heer A. ZANAGLIO: 18 ja.*

14.01.2013/A/005 **Centre public d'action sociale - Proclamation des résultats de l'élection des membres effectifs et suppléants du Conseil de l'action sociale**
Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn - Proclamatie van de resultaten van de verkiezing van de vaste leden en de opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn.

Le Conseil prend acte.

35 votants : 35 votes positifs.

De Raad neemt akte.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Rachid Madrane quitte la séance

Rachid Madrane verlaat de zitting

14.01.2013/A/006 **Accord de coopération entre la VUB et les communes d'Etterbeek, d'Auderghem et d'Ixelles - Approbation.**

Samenwerkingsovereenkomst tussen de VUB en de gemeenten Etterbeek, Oudergem en Elsene – Goedkeuring.

Le Conseil communal,

Considérant que la VUB et les communes d'Etterbeek, d'Ixelles et d'Auderghem visent à établir une collaboration intensive et étendue dans les domaines suivants:

- culture;
- voitures et vélos électriques;
- service médical / pratique de groupe de la VUB;
- logement;

- solidarité internationale;
- mobilité;
- sport;
- et sécurité;

Considérant que par cette coopération intensive, la VUB et les communes souhaitent accroître l'efficacité et offrir aux habitants des communes et à la communauté universitaire des services élargis;

Considérant que pour chacun des domaines visés, la collaboration sera davantage définie dans des accords distincts;

Considérant qu'il convient dans ce cadre de conclure un accord de coopération;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

DECIDE:

D'approuver l'accord de coopération entre la VUB et la commune d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Le conseil décide d'écrire au recteur de l'ULB, pour l'informer de la conclusion de cet accord de coopération avec la VUB.

De gemeenteraad,

overwegende dat de VUB en de gemeenten Etterbeek, Elsene en Oudergem een intensieve en uitgebreide samenwerking willen aangaan in de volgende domeinen:

- cultuur;
- elektrische wagens en fietsen;
- medische dienst / groepspraktijk van de VUB;
- huisvesting;
- internationale solidariteit;
- mobiliteit;
- sport;
- en veiligheid;

overwegende dat de VUB en de gemeente via deze intensieve samenwerking de efficiëntie willen verhogen en de inwoners van de gemeente en de universitaire gemeenschap een uitgebreider dienstenpalet willen aanbieden;

overwegende dat de samenwerking voor elk van de bedoelde domeinen nog verder uitgewerkt wordt in afzonderlijke overeenkomsten;

overwegende dat het wenselijk is in dit verband een samenwerkingsovereenkomst te sluiten;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de samenwerkingsovereenkomst tussen de VUB en de gemeente Etterbeek goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

De raad besluit naar de rector van de ULB te schrijven om hem op de hoogte te stellen van het afsluiten van dit samenwerkingakkoord met de VUB.

14.01.2013/A/007 **Transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois.
Transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 12§1^{er} de la Nouvelle loi communale concernant les jetons de présence des conseillers communaux ;

Vu les articles 19 à 21 de la Nouvelle loi communale concernant le traitement des bourgmestres et échevins ;

Vu l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

DECIDE

Article 1^{er} : le montant du jeton de présence au Conseil communal et pour chaque réunion de section, commission ou comité préparatoire aux séances du Conseil communal est fixé à € 102,84 (montant fixé à l'index 126,82 – base 137,28) depuis le 1^{er} septembre 2005.

Ce montant sera indexé conformément à la réglementation en vigueur dans la fonction publique.

Article 2 : par dérogation à l'article 1^{er}, lorsqu'un conseiller participe à plusieurs séances lors d'une même journée, celui-ci n'a droit qu'à un seul jeton.

Article 3 : L'article budgétaire 101/123-16 est destiné à couvrir les frais de représentation du Bourgmestre et des membres du Collège.

Les frais de représentation sont remboursés a posteriori sur présentation d'un justificatif.

Article 4 : il est mis à la disposition du Bourgmestre et des membres du Collège les outils de travail suivants :

- a) dans l'immeuble de l'hôtel communal, au moins un local équipé, outre les meubles, du matériel de bureau en ce compris un téléphone.
- b) un téléphone portable dont l'abonnement et les communications sont pris en charge par l'administration avec un maximum de € 90,00. Le Bourgmestre devant être joignable jour et nuit, ses frais de communications ne sont pas plafonnés.
- c) un abonnement internet chez un distributeur de son choix. Toutefois l'administration n'intervient que dans les frais à concurrence du prix qu'elle paye chez son distributeur.
- d) un véhicule de fonction pour le Bourgmestre.
- e) Un véhicule de fonction pour les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, selon les besoins, et mis à disposition avec ou sans chauffeur.
- f) des bureaux pour les collaborateurs du cabinet du Bourgmestre.
- g) Une aide administrative à mi-temps pour le cabinet de chaque Echevin, à choisir

parmi le personnel, la désignation de celui-ci devant faire l'objet d'une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 5 : le Bourgmestre et les membres du Collège ne bénéficient d'aucun autre avantage de quelque nature que ce soit.

Article 6 : le Collège déterminera les outils que l'administration confiera aux agents de la commune, titulaires de grades légaux ainsi qu'aux Directeurs et assimilés, pour l'exercice de leur fonction, ainsi que les limites de leur usage.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op artikel 12§1 van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de presentiegelden van de gemeenteraadsliden;

gelet op artikels 19 tot 21 van de Nieuwe Gemeentewet betreffende de wedden van de burgemeester en de schepenen;

gelet op de ordonnantie van 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en de voordelen van de Brusselse mandatarissen;

BESLIST

Artikel 1:

Het bedrag van het presentiegeld voor de gemeenteraad, en voor elke vergadering van de fractie, commissie of voorbereidend comité voor de zittingen van de gemeenteraad wordt op € 102,84 vastgelegd (bedrag gekoppeld aan het indexcijfer 126,82 – basis 137,28) sinds 1 september 2005.

Dit bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig het reglement van kracht in de openbare sector.

Artikel 2:

In afwijking van artikel 1, wanneer een raadslid aan verschillende zittingen deelneemt tijdens dezelfde dag, heeft hij slechts eenmaal recht op presentiegeld.

Artikel 3:

Het begrotingsartikel 1001/123-16 is bestemd om de representatiekosten van de burgemeester en de leden van het college te dekken.

De representatiekosten worden a posteriori terugbetaald op voorstelling van een

rechtvaardigingstuk.

Artikel 4:

Volgende werkmiddelen worden ter beschikking gesteld van de burgemeester en schepenen:

- a) in het gemeentehuis, minstens een uitgerust werkkabinet met naast meubels ook kantoormateriaal en een telefoon;
- b) een draagbare telefoon waarvan het abonnement en de communicatiekosten voor een maximumbedrag van € 90,00 gedragen worden door het gemeentebestuur. Aangezien de burgemeester dag en nacht bereikbaar moet zijn, worden zijn communicatiekosten niet beperkt;
- c) een internetabonnement bij een verdeler van zijn keuze. Niettemin komt het bestuur alleen tussen in de kosten tot het bedrag dat het aan haar verdeler betaalt;
- d) een dienstwagen voor de burgemeester;
- e) een dienstvoertuig voor de andere leden van het college van burgemeester en schepenen, naargelang de behoeften en ter beschikking gesteld met of zonder chauffeur;
- f) kantoren voor de medewerkers van het kabinet van de burgemeester;
- g) een halftijdse administratieve hulp voor het kabinet van elke schepen, uit het personeel te kiezen, de aanstelling van deze zou het voorwerp moeten uitmaken van een beslissing van het college van burgemeester en schepenen;

Artikel 5:

De burgemeester en de leden van het college beschikken over geen andere voordelen, van welke aard dan ook.

Artikel 6:

Het college zal de werkinstrumenten bepalen die het bestuur aan het gemeentepersoneel, de houders van wettelijke graden, en aan de directeurs en gelijkgestelden zal toevertrouwen voor de uitoefening van hun ambt, alsook de gebruiksbeperkingen ervan.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

14.01.2013/A/008 **Service social du personnel - Règlement - Modification.**
Sociale dienst - Règlement - Wijziging.

Le Conseil communal,

Vu son règlement du 5 juillet 1963 concernant le service social du personnel ;

Vu la délibération du Conseil communal du 10 octobre 1969 décidant de modifier l'article 6 du règlement en rajoutant le champ d'application dudit article ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 décembre 2001 décidant de convertir automatiquement les sommes attribuées au personnel en Euros ;

Considérant que vu l'évolution du coût de la vie, il y a lieu de revoir le montant des allocations prénatale et postnatale à la hausse ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

DECIDE

De modifier l'article 6 du règlement du Service social comme suit :

A la demande des intéressés, des allocations prénatale et postnatale, chacune de 50€, sont allouées aux membres féminins du personnel et aux épouses des agents, la première à partir du sixième mois de la grossesse et la seconde endéans les trois mois après la naissance.

Ces allocations sont indépendantes de l'indemnité de naissance prévue à la législation sur les allocations familiales.

En cas de naissances multiples, l'allocation postnatale peut-être accordée pour chaque enfant.

Si les époux sont tous deux salariés ils ne peuvent cumuler les allocations prévues par le présent article avec celles qui pourraient leur être accordées par un autre service social. L'application de cet article est réservée aux seuls membres du personnel communal en activité de service, ou aux épouses de ces agents.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Président du Conseil du C.P.A.S., à M. le Receveur communal, au Service du Personnel.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

De gemeenteraad,

gezien het reglement van 5 juli 1963 betreffende de sociale dienst van het personeel ;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 10 oktober 1969 beslissende om het artikel 6 te wijzigen door het toepassingsgebied van het huidig artikel toe te voegen ;

gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 december 2001 beslissende om de toegekende bedragen automatisch om te zetten in Euros ;

overwegende dat gezien de stijging van de kosten van het levensonderhoud het noodzakelijk is om het bedrag van de pré – en postnatale toelage te herzien;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties ;

BESLIST

Het artikel 6 van het reglement van de sociale dienst te wijzigen als volgt :

Op aanvraag der belanghebbende wordt een pré – en postnatale toelage verleend, elk van 50 €, aan de vrouwelijke agenten en aan de echtgenoten van de agenten, de eerste vanaf de zesde maand van de zwangerschap en de tweede binnen de drie maanden na de bevalling.

Deze toelagen zijn onafhankelijk van de bij de wet voor kinderbijslagen voorziene geboortevergoeding.

Bij meervoudige geboorte mag de postnatale toelage voor ieder kind worden toegestaan.

Indien beide echtgenoten loontrekkenden zijn, mogen de bij dit artikel voorziene toelagen niet gekumuleerd worden met deze die zouden voorzien zijn bij een andere sociale dienst.

De toepassing van dit artikel is enkel voorbehouden aan de leden van het gemeentepersoneel in dienstactiviteit, of aan de echtgenoten van deze ambtenaren.

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister en Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, aan de H. Gemeenteontvanger, aan de Personeelsdienst.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

14.01.2013/A/009 **Conclusion d'une convention pour une durée d'un an et un coût de 6.050 € TVAC avec l'asbl Secunews afin d'assurer la publication régulière, sur le site communal et dans la Vie etterbeekoise, d'articles spécialisés en matière de sécurité et de prévention.**

Afsluiting van een overeenkomst voor een duur van een jaar en een kostprijs van € 6050 incl. btw met de vzw Secunews om op regelmatige basis gespecialiseerde artikels inzake veiligheid en preventie te publiceren op de gemeentelijke website en het Leven Te Etterbeek.

Le Conseil communal,

Vu la proposition émanant de l'asbl Secunews en vue de conclure une convention avec la commune d'Etterbeek ;

Considérant que Secunews est une plateforme d'information bilingue qui publie quotidiennement sur son site internet (www.secunews.be) des articles sur toutes les problématiques liées à la lutte et la prévention contre les phénomènes criminels et les incivilités, ainsi que sur les ressources, méthodes et acteurs chargés de la sécurité ;

Considérant que les articles produits par Secunews sont rédigés par des rédacteurs spécialisés (policiers, criminologues, psychologues, juristes, etc.) dans les différents domaines abordés ;

Considérant que les articles mis en ligne par Secunews sont de qualité et de nature à apporter une plus-value aux informations relatives à la sécurité et à la prévention déjà présentes sur le site de la commune.

Considérant que les quatre volets de l'offre de services présentée par Secunews se déclinent comme suit :

- Publication hebdomadaire sur le site communal d'articles informatifs et de conseils pratiques en matière de sécurité et de prévention (FR/NL) ;
- Publication sélective sur le réseau intranet de la commune des actualités Secunews (FR/NL) concernant les acteurs et ressources liés à la sécurité, la prévention et la lutte contre la criminalité et les incivilités ainsi ;
- Diffusion possible des newsletters Secunews hebdomadaires (FR/NL) ;
- Insertion mensuelle possible, dans le journal communal, d'articles issus de la plateforme Secunews (FR/NL);

Considérant que la convention conclue avec l'asbl Secunews couvrirait une période d'un an, du 31 décembre 2012 au 31 décembre 2013 ;

Considérant que la mise en œuvre de cette convention représente pour la commune un coût de 5.000 € HTVA, soit 6.050 € TVAC ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE

d'approuver la convention établie pour une durée d'un an entre la commune d'Etterbeek et l'asbl "Secunews" telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 31 votes positifs, 3 abstentions.

Ont voté oui:

Vincent DE WOLF, *Bourgmestre-Président*;

Patrick LENAERS, Marie-Rose GEUTEN, Rik JELLEMA, Françoise BERTIEAUX,

Frank VAN BOCKSTAL, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Colette NJOMGANG, Rik BAETEN, *Echevin(e)s*;
Eliane PAULISSEN, Jean-Luc ROBERT, André du BUS de WARNAFFE, Laurent VLEMINCKX, Jean LAURENT, Kathy MOTTET, Christina KARKAN, Corinne De HENAU-MIKOLAJCZAK, Chantal HOORNAERT, Marie-Louise SERVAIS, Aziz ES, Josianne PARDONGE, Damien GERARD, Virginie TAITTINGER, Christian de BECO, Arnaud VAN PRAET, Marc LEMAIRE, Marie COLINET, John BUYANI ILUNGU, Imad BENARAFI, Ahmed M'RABET, *Conseillers communaux*.

Se sont abstenus:

Françoise CARTON de WIART, Gisèle MANDAILA, Christophe GASIA.

De gemeenteraad,

gelet op het voorstel van de vzw Secunews om een overeenkomst af te sluiten met de gemeente Etterbeek;

overwegende dat Secunews een tweetalig informatieplatform is dat dagelijks op zijn website (www.secunews.be) artikels publiceert over allerlei problemen in verband met de strijd tegen en de preventie van criminele fenomenen en onburgerlijk gedrag, evenals over de middelen, methodes en actoren die ingezet worden om de veiligheid te verzekeren;

overwegende dat de artikels die Secunews produceert, opgesteld zijn door redacteurs die gespecialiseerd zijn in de verschillende thema's (politieagenten, criminologen, psychologen, juristen, enz.);

overwegende dat de artikels die online gezet worden door Secunews van goede kwaliteit zijn en een meerwaarde bieden bovenop de reeds aanwezige informatie over veiligheid en preventie op de gemeentewebsite;

overwegende dat de dienstverlening van Secunews opgedeeld kan worden in vier onderdelen:

- wekelijkse publicatie van informatieve artikels en praktische raadgevingen inzake veiligheid en preventie (FR/NL);
- publicatie van een selectie nieuwsberichten van Secunews (FR/NL) op het intranet van de gemeente, met betrekking tot actoren en middelen die verband houden met veiligheid, preventie en de strijd tegen de criminaliteit en onburgerlijk gedrag;
- mogelijke verspreiding van wekelijkse Secunews-newsletters (FR/NL);
- mogelijkheid om maandelijks artikels uit het Secunews-platform (FR/NL) in het gemeenteblad te publiceren;

overwegende dat de overeenkomst met de vzw Secunews afgesloten zou worden voor een periode van een jaar, van 31 december 2012 tot en met 31 december 2013;

overwegende dat de uitvoering van deze overeenkomst voor de gemeente een kostprijs van € 5000 excl. btw, ofwel € 6050 incl. btw inhoudt;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de overeenkomst die afgesloten is tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Secunews voor een duur van een jaar, zoals opgenomen in bijlage, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

34 stemmers : 31 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Hebben ja gestemd:

Vincent DE WOLF, *Burgemeester-Voorzitter*;

Patrick LENAERS, Marie-Rose GEUTEN, Rik JELLEMA, Françoise BERTIEAUX, Frank VAN BOCKSTAL, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Colette

NJOMGANG, Rik BAETEN, *Schepenen*;

Eliane PAULISSEN, Jean-Luc ROBERT, André du BUS de WARNAFFE, Laurent VLEMINCKX, Jean LAURENT, Kathy MOTTET, Christina KARKAN, Corinne De HENAU-MIKOLAJCZAK, Chantal HOORNAERT, Marie-Louise SERVAIS, Aziz ES, Josianne PARDONGE, Damien GERARD, Virginie TAITTINGER, Christian de BECO, Arnaud VAN PRAET, Marc LEMAIRE, Marie COLINET, John BUYANI ILUNGU, Imad BENARAFI, Ahmed M'RABET, *Gemeenteraadsleden*.

Hebben zich onthouden:

Françoise CARTON de WIART, Gisèle MANDAILA, Christophe GASIA.

14.01.2013/A/010 **Recours auprès du Collège d'Environnement contre la 2ème modification de permis d'environnement délivrée par l'IBGE à la SA MOBISTAR (antennes émettrices, rue Louis Hap 2) - Autorisation d'ester en justice.**
Beroep bij het Milieucollege tegen de 2de wijziging van de milieuvergunning verleend door het BIM aan de NV MOBISTAR (zendmasten Louis Hapstraat 2 in 1040 Etterbeek) - Machtiging om in rechte te treden.

Le Conseil communal,

Considérant que la demande est située en zone d'équipements d'intérêt collectif ou de service public et zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement au Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS);

Considérant que la Commune a reçu de l'IBGE la notification de permis d'environnement initial en date du 17/07/2012, permis portant sur la régularisation de 3 antennes GSM existantes (annexe 1) ; qu'un avis défavorable avait été émis par la Commune dans le cadre de ce dossier (annexe 2) ;

Considérant que la Commune a reçu de l'IBGE la notification de 1^{ère} modification de permis d'environnement en date du 18/09/2012, modification portant sur l'ajout en situation projetée de 3 nouvelles antennes UMTS ainsi que sur la modification de certains paramètres techniques de 3 antennes GSM existantes (annexe 3) ;

Considérant que la Commune a introduit un recours auprès du Collège d'Environnement contre cette 1^{ère} modification de permis d'environnement (audience du 10/12/2012 – vos réf. AGRDS/REC – RB 1951-1/12/5) ;

Considérant que la Commune a reçu de l'IBGE la notification de 2^{ème} modification de permis d'environnement en date du 4/12/2012, modification portant sur l'ajout en situation existante de 3 nouvelles antennes UMTS et sur leur mise en conformité en situation projetée, ainsi que sur la modification de certains paramètres techniques de 3 antennes GSM existantes (annexe 4) ;

Considérant que cette modification de permis d'environnement a été délivrée en date du 29/11/2012 par l'IBGE ;

Considérant que cette 2^{ème} modification de permis d'environnement accordée par l'IBGE, **simple prise d'acte sans modification aucune des conditions d'exploiter ni enquête publique** (tout comme la 1^{ère} modification), vise ***'l'ajout de 3 antennes UMTS sur le site et la modification de certains paramètres techniques des 3 antennes GSM existantes'*** ;

Considérant que le permis d'environnement initial, portant sur une régularisation d'antennes GSM existantes, délivré par l'IBGE en date du 13/07/2012 stipule en son article B.1., 1. Gestion, a. champ électrique: *'A partir du 18/07/2014 au plus tard le champ électrique émis par l'ensemble des antennes classées exploitées par le titulaire du présent permis ne dépasse, en aucune zone accessible au public, dans la zone d'investigation, 25% de la norme en vigueur.'* ;

Considérant que la 1^{ère} modification de ce permis visait e.a. l'ajout de 3 nouvelles antennes UMTS en situation projetée, ce pourquoi il avait été demandé dans le précédent recours que les conditions du permis initial soient modifiées afin d'imposer à tout le moins pour ces nouvelles antennes le respect immédiat des normes en vigueur,

contrairement aux antennes existantes qui bénéficient d'un délai maximal de mise en conformité de 2 ans ;

Considérant que la 2^{ème} modification de ce permis ne porte aucunement sur une régularisation (tout comme la 1^{ère} d'ailleurs) mais vise cette fois l'ajout, déjà en situation existante, de 3 nouvelles antennes UMTS ; que cela signifie que l'opérateur veut accélérer la mise en place de ces antennes UMTS et les placer avant l'expiration du délai de mise en conformité de 2 ans autorisé pour la régularisation des antennes existantes, afin de ne pas devoir respecter la norme globale de 3V/m mais bien un rayonnement de 3V/m par opérateur ; que ceci explique pourquoi de très nombreuses infractions sont visibles sur les plans de simulation en situation existante ;

Considérant que ces nouvelles antennes UMTS doivent, en tant que nouvelle installation, se conformer immédiatement à la législation en vigueur ;

Considérant que les conditions du permis initial doivent dès lors être modifiées et imposer à tout le moins pour ces nouvelles antennes le respect immédiat des normes en vigueur, contrairement aux antennes existantes qui bénéficient d'un délai maximal de mise en conformité de 2 ans ;

Considérant que l'IBGE considère dans le cadre de cette modification que, compte tenu de l'impact réduit des transformations visées, il n'est pas nécessaire d'introduire une demande de permis d'environnement ; que, pourtant, quand on compare les plans de simulation en situation existante du permis initial, pour des antennes GSM existantes, avec ceux de cette modification portant sur de nouvelles antennes UMTS (même si cette tâche s'avère assez fastidieuse vu la nette diminution de qualité et de netteté des plans ainsi que la différence d'échelle), il apparaît que les infractions sont bien plus importantes dans le cas de la modification ;

Considérant en effet que les infractions représentées sur les plans de simulation de la modification sont de l'ordre de 3 à 5V/m par opérateur (rouges), contrairement à celles du permis initial, en grande majorité inférieures à 3V/m par opérateur (oranges) ;

Considérant qu'il nous semble dès lors peu judicieux de déclarer que cette modification n'entraîne pas d'augmentation significative des nuisances pour les riverains ; que la commune estime que dans ce cas-ci une nouvelle demande aurait dû être introduite, avec organisation d'une enquête publique ;

Considérant que la norme bruxelloise globale de 3V/m n'est pas vraiment respectée car pas appliquée uniformément ; qu'en effet, de larges exceptions couvrent des lieux pourtant accessibles au public, tels que tous les balcons et terrasses, mais surtout tout espace intérieur situé à proximité immédiate de fenêtres (ouvertes comme fermées) ;

Considérant en effet que la norme globale de 3V/m n'est respectée au sein des bâtiments qu'en raison de l'application d'un facteur d'atténuation moyen de 4dB pour toute façade de brique classique, se basant en outre sur les phénomènes de Fresnel et de diffraction

pour appliquer cette même atténuation aux fenêtres, fermées comme ouvertes ; que, pourtant, autant ces phénomènes expliquent une réelle atténuation du rayonnement à une certaine distance des fenêtres, autant il est indéniable, comme le démontrent notamment les mesures réelles, que les espaces proches des fenêtres ne bénéficient pas d'une telle atténuation ;

Considérant que, quant aux balcons et terrasses, ils ont délibérément été exclus de la norme ; qu'afin de diminuer l'impact des balcons et terrasses sur la norme, une atténuation a ainsi également été prise en compte pour ceux-ci, en les considérant comme des 'lieux de séjour à durée limitée' ; qu'un facteur d'atténuation de 3dB est donc appliqué pour ces lieux extérieurs, contrairement à tout autre lieu extérieur accessible au public pour lequel aucune atténuation n'est prise en compte ;

Considérant par conséquent qu'il serait plus respectueux de la norme et de la population de tenir compte des plans de simulation sur façades extérieures, qui bien que basés sur des simulations, ne tiennent eux compte d'aucun facteur d'atténuation, et montrent une situation bien plus proche de la réalité; et ensuite, soit de remédier aux infractions constatées sur ces plans, soit d'annoncer une norme globale supérieure à 3V/m, car au vu de tout cela, la norme actuelle n'est pas respectée ;

Considérant enfin que le dossier technique présente de nombreux manquements: Considérant, tout d'abord que les plans de simulation présentent le bâtiment sur lequel se situe l'objet de la demande comme un bâtiment uniforme de 3 ou 4 niveaux, ce qui ne correspond pas à la situation réelle, plus basse (photos en annexe 5) ; que cela met donc en doute la simulation, de par l'écran virtuel pris en considération sur les plans, et ce notamment en ce qui concerne les façades arrières, vérandas, terrasses et jardins des maisons sises entre le bâtiment et la rue Posschier ;

Considérant ensuite que, malgré l'annexe explicative générale transmise récemment par l'IBGE afin de faciliter la lecture des dossiers de demande, il est toujours particulièrement difficile de se repérer sur les plans de simulation 3D (en dépit du plan 2D repris en début de dossier), les noms de voirie devraient au moins y figurer; que, sans cela, l'accès à l'information requiert une excellente connaissance du terrain et un temps d'analyse considérable, qui ne sont malgré tout pas garants d'une bonne compréhension des niveaux de champ électromagnétique ;

Considérant par ailleurs que les plans de diagrammes d'émission repris dans les dossiers, ne comprenant aucune référence de puissance, ne servent qu'à attirer la suspicion de la population, notamment sur les lobes secondaires parfois très imposants ;

Considérant en outre que, comme cela a pourtant déjà été rappelé à plusieurs reprises dans le cadre du permis de base ainsi que lors de la 1^{ère} modification, les plans de simulation sont incomplets en matière de bâtiments d'éducation et/ou de santé: la crèche européenne (rue Général Leman 60) ainsi que la crèche Kid Farwest (rue Général Leman 99), pourtant dans le périmètre de simulation, n'y figurent notamment pas ;

Considérant qu'il est de la responsabilité de l'administration communale, notamment en vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale, de veiller à la sécurité de l'environnement de la population ; qu'il est donc demandé, pour les motifs qui précèdent, de réformer et de refuser la modification de permis d'environnement délivrée par l'IBGE le 29/11/2012 relative à l'ajout de 3 antennes UMTS sur le site en situation existante et sa mise en conformité en situation projetée, **rue Louis Hap 2**, modification délivrée à la SA MOBISTAR ;

Vu les articles 123, 8 et 270, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que, dans le cas présent, vu le délai pour le dépôt du recours, il était nécessaire que le Collège prenne la décision d'introduire une telle procédure;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.12.2012 d'introduire un recours en annulation auprès du Collège d'Environnement contre la décision de l'IBGE du 29.11.2012 d'octroyer à la SA MOBISTAR une 2^{ème} modification de permis d'environnement relative à des antennes émettrices sises rue Louis Hap 2 à 1040 Etterbeek ;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.12.2012 et donc de l'autoriser à introduire, au nom du Conseil, un recours en annulation auprès du Collège d'Environnement contre la décision de l'IBGE du 29.11.2012 d'octroyer à la SA MOBISTAR une 2^{ème} modification de permis d'environnement relative à des antennes émettrices sises rue Louis Hap 2 à 1040 Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 26 votes positifs, 8 abstentions.

Ont voté oui:

Vincent DE WOLF, *Bourgmestre-Président*;
Patrick LENAERS, Marie-Rose GEUTEN, Rik JELLEMA, Françoise BERTIEAUX,
Frank VAN BOCKSTAL, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Colette
NJOMGANG, Rik BAETEN, Echevin(e)s;
Eliane PAULISSEN, Jean-Luc ROBERT, Laurent VLEMINCKX, Françoise
CARTON de WIART, Jean LAURENT, Gisèle MANDAILA, Christophe GASIA,
Christina KARKAN, Aziz ES, Josianne PARDONGE, Virginie TAITTINGER,
Christian de BECO, Arnaud VAN PRAET, John BUYANI ILUNGU, Imad
BENARAFI, Ahmed M'RABET, Conseillers communaux.

Se sont abstenus:

Ecolo: Chantal HOORNAERT, Marie-Louise SERVAIS, Marc LEMAIRE, Marie COLINET,

CDH: André du BUS, Kathy MOTTET, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, Damien GERARD.

Le CDH s'abstient car il estime que ce point doit faire l'objet d'un débat au parlement bruxellois.

De gemeenteraad,

overwegende dat de locatie waarvoor de aanvraag werd ingediend, zich bevindt in een zone die in het gewestelijk bestemmingsplan (GBP) aangeduid staat als zone voor uitrustingen van collectief belang of van openbare diensten en als zone van culturele, historische, esthetische waarde of bestemd voor stadsverfraaiing;

overwegende dat de gemeente op 17 juni 2012 van het BIM de aanvankelijke kennisgeving ontvangen heeft van de milieuvergunning betreffende de regularisatie van drie bestaande gsm-zendmasten (bijlage 1); dat de gemeente een ongunstig advies uitgebracht heeft in het kader van dit dossier (bijlage 2);

overwegende dat de gemeente op 18 september 2012 van het BIM de kennisgeving ontvangen heeft van de eerste wijziging van milieuvergunning betreffende de toevoeging van drie nieuwe UMTS-zendmasten in de geplande situatie en het in overeenstemming brengen van deze zendmasten in de geplande situatie, evenals de wijziging van bepaalde technische parameters van drie bestaande gsm-zendmasten (bijlage 3);

overwegende dat de gemeente een beroep ingesteld heeft bij het Milieucollege tegen deze eerste wijziging van milieuvergunning (hoorzitting van 10/12/2012 – uw ref. AGRDS/REC-RB 1951-1/12/5);

overwegende dat de gemeente op 4 december 2012 van het BIM de kennisgeving ontvangen heeft van de tweede wijziging van milieuvergunning betreffende de toevoeging van drie nieuwe UMTS-zendmasten in de bestaande situatie en het in overeenstemming brengen van deze zendmasten in de geplande situatie, evenals de wijziging van bepaalde technische parameters van drie bestaande gsm-zendmasten (bijlage 4);

overwegende dat het BIM deze wijziging van milieuvergunning uitgereikt heeft op 29/11/2012;

overwegende dat deze tweede wijziging van milieuvergunning die verleend is door het BIM een **loutere akteneming inhoudt zonder enige wijziging van de uitbatingsvoorwaarden noch openbaar onderzoek** (net zoals de eerste wijziging) en de toevoeging betreft *van drie UMTS-zendmasten op de site en de wijziging van bepaalde technische parameters van de drie bestaande gsm-zendmasten*;

overwegende dat de aanvankelijke milieuvergunning met betrekking tot een regularisatie van bestaande gsm-zendmasten, uitgereikt door het BIM op 13/07/2012 bepaalt in artikel B.1., 1. Beheer, a. elektrisch veld: *'ten laatste vanaf 18/07/2014 mag het elektrisch veld dat alle geklasseerde geëxploiteerde zendmasten uitzenden in geen enkele publiek toegankelijke zone, in de onderzoekszone, de geldende norm mag overschrijden'*;

overwegende dat de eerste wijziging van deze vergunning onder andere gericht was op de toevoeging van drie nieuwe UMTS-zendmasten in geplande situatie; om deze reden werd in het vorige beroep gevraagd de voorwaarden van de aanvankelijke vergunning te wijzigen om minstens voor deze nieuwe zendmasten op te leggen dat zij de geldende normen onmiddellijk moeten naleven, in tegenstelling tot de bestaande zendmasten, waarvoor een maximale termijn van twee jaar geldt om ze in overeenstemming te brengen;

overwegende dat de tweede wijziging van deze vergunning (net zo min als de eerste wijziging) geenszins een regularisatie inhoudt, maar ditmaal gericht is op de toevoeging, reeds in bestaande situatie, van drie nieuwe UMTS-zendmasten; dat dit betekent dat de operator de plaatsing van deze UMTS-zendmasten wil versnellen en ze plaatsen voor het verstrijken van de toegelaten aanpassingstermijn van twee jaar voor de regularisatie van bestaande zendmasten zodat ze niet de aan de algemene norm van 3 V/m moeten voldoen, maar aan een straling van 3 V/m per operator; dat dit verklaart waarom er veel overtredingen te zien zijn op de simulatieplannen in bestaande situatie;

overwegende dat deze nieuwe UMTS-zendmasten, wanneer zij als nieuwe installatie geplaatst worden onmiddellijk moeten overeenstemmen met de geldende wetgeving;

overwegende dat de voorwaarden van de aanvankelijke vergunning daarom gewijzigd moeten worden en minstens wat deze nieuwe antennes betreft de onmiddellijke naleving van de geldende normen moeten opleggen, in tegenstelling tot de bestaande antennes, waarvoor een maximale termijn van twee jaar geldt om ze in overeenstemming te brengen;

overwegende dat het BIM in dit kader van mening is dat, rekening houdend met de

verlaagde impact van de bedoelde veranderingen, het niet nodig is om een aanvraag tot milieuvergunning in te dienen. Wanneer men de simulatieplannen in bestaande toestand van de aanvankelijke vergunning voor bestaande gsm-zendmasten vergelijkt met de plannen van deze wijziging betreffende nieuwe UMTS-zendmasten, (zelfs als een dergelijke vergelijking nogal tijdrovend is door de duidelijke vermindering van kwaliteit en zichtbaarheid van de plannen evenals het schaalverschil), dan wordt het echter duidelijk dat de overtredingen veel groter zijn in het geval van de wijziging;

overwegende dat de overtredingen weergegeven op de simulatieplannen van de wijziging 3 tot 5 V/m per operator (rood) bedragen, in tegenstelling tot die van de aanvankelijke vergunning, die grotendeels lager liggen dan 3 V/m per operator (oranje);

overwegende dat het ons daarom niet verstandig lijkt om te verklaren dat deze wijziging geen significante verhoging inhoudt van de overlast voor omwonenden; dat de gemeente van mening is dat er in dit geval een nieuwe aanvraag ingediend moest worden met organisatie van een openbaar onderzoek;

overwegende dat de globale Brusselse norm van 3 V/m niet echt nageleefd wordt, omdat hij niet uniform toegepast wordt; dat er namelijk grote uitzonderingen bestaan voor plaatsen die nochtans toegankelijk zijn voor het publiek, zoals balkons en terrassen, maar vooral voor elke binnenruimte in de onmiddellijke nabijheid van ramen (zowel geopend als gesloten);

overwegende dat de enige reden waarom de globale norm van 3 V/m niet nageleefd wordt binnen gebouwen namelijk is dat er op elke klassieke bakstenen gevel een gemiddelde verzwakkingsfactor van 4 dB werd toegepast en dat men zich bovendien baseert op de principes van Fresnel en diffractie om dezelfde verzwakking toe te passen op zowel gesloten als open ramen; dat hoewel deze principes een reële verzwakking van de straling op een bepaalde afstand van de ramen verklaren, evenmin weerlegd kan worden – zoals de werkelijke metingen aantonen –evenmin weerlegd kan worden, zoals met name de werkelijke metingen aantonen, dat deze verzwakking niet plaatsvindt in ruimten die zich dicht bij ramen bevinden;

overwegende dat balkons en terrassen met opzet niet opgenomen zijn in de norm; dat er op deze plaatsen ook een verzwakkingsfactor toegepast werd om de impact ervan op de norm te verminderen, door ze te beschouwen als ‘plaatsen waar voor een beperkte duur verbleven wordt’; dat een verzwakkingsfactor van 3 dB toegepast wordt op deze buitenruimten, in tegenstelling tot elke andere publiek toegankelijke buitenruimte waarop er geen verzwakkingsfactor werd toegepast;

overwegende dat het bijgevolg van meer respect voor de norm en de bevolking zou getuigen om rekening te houden met de simulatieplannen op buitengevels, die – hoewel

ze gebaseerd zijn op simulaties – geen enkele verzwakkingsfactor toepassen, en een toestand weergeven die veel dichterbij de werkelijkheid aanleunt; en om vervolgens ofwel de overtredingen recht te zetten die op deze plannen vastgesteld werden, ofwel een globale norm uit te vaardigen boven 3 V/m, want gezien al deze elementen wordt de huidige norm niet nageleefd;

overwegende dat het technisch dossier talrijke gebreken vertoont:

overwegende dat, ten eerste, de simulatieplannen het gebouw, waarop het voorwerp van de aanvraag zich bevindt, voorstellen als een uniform gebouw met drie of vier verdiepingen, wat niet overeenkomt met de werkelijke toestand (het gebouw is namelijk lager – zie foto's in bijlage 5); dat dit bijgevolg de simulatie in twijfel trekt, gezien het virtuele beeld waarmee rekening gehouden wordt op de plannen, en dit met name wat de achtergevels, veranda's, terrassen en tuinen van de huizen tussen het gebouw en de Posschierstraat betreft;

overwegende verder dat het, hoewel het BIM onlangs een algemene verklarende bijlage bezorgd heeft om de lezing van de dossiers te vergemakkelijken, het bijzonder moeilijk blijft om zich te oriënteren op de driedimensionale simulatieplannen (ondanks het tweedimensionale plan dat opgenomen is in het begin van het dossier), zo zou het plan op zijn minst de straatnamen moeten vermelden; dat iemand die geen toegang heeft tot deze informatie, een uitstekende kennis van het terrein moet hebben en over heel wat tijd moet beschikken om de plannen te kunnen analyseren, wat ondanks alles geen garantie vormt om een goed inzicht te krijgen in de niveaus van elektromagnetische velden;

overwegende dat de plannen met de uitstootdiagrammen die opgenomen staan in de dossiers geen enkele verwijzing bevatten naar het vermogen, en de bevolking enkel wantrouwig maken, met name door de soms zeer imposante sidelobes;

overwegende bovendien dat, zoals dit reeds meermaals herhaald werd in het kader van de basisvergunning evenals bij de eerste wijziging, de simulatieplannen onvolledig zijn wat betreft de onderwijs- of gezondheidsinstellingen: de Europese crèche (Generaal Lemestraat 60) en de crèche Kid Farwest (Generaal Lemestraat 99), die nochtans binnen de simulatieperimeter liggen, staan er namelijk niet op vermeld;

overwegende dat de gemeente verantwoordelijk is om, met name krachtens artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet, toe te zien op de veiligheid van het leefmilieu van de bevolking, en daarom vragen wij u om de hierboven vermelde redenen om de wijziging van milieuvergunning uitgereikt door het BIM op 29 november 2012 aan de NV Mobistar, betreffende de toevoeging van drie bijkomende UMTS-zendmasten op de site in bestaande situatie en het in overeenstemming brengen in geplande situatie, in de **Louis Hapstraat 2**, te weigeren en te herzien;

gelet op de artikelen 123, 8 en 270, lid 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat in dit geval, gelet op de termijn voor het instellen van het beroep, het nodig was dat het college de beslissing nam om een dergelijke procedure in te stellen;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 20 december 2012 om een beroep tot vernietiging in te stellen bij het Milieucollege tegen de beslissing van het BIM van 29 oktober 2012 om een tweede wijziging van de milieuvergunning met betrekking tot zendmasten in de Louis Hapstraat 2 in 1040 Etterbeek toe te kennen aan de NV MOBISTAR;

BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 20 december 2012 te bekrachtigen en het dus te machtigen om in de naam van de raad een beroep tot vernietiging in te stellen bij het Milieucollege tegen de beslissing van het BIM van 29 november 2012 om een tweede wijziging van de milieuvergunning met betrekking tot zendmasten in de Louis Hapstraat 2 in 1040 Etterbeek toe te kennen aan de NV MOBISTAR.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
34 stemmers : 26 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Hebben ja gestemd:

Vincent DE WOLF, Burgemeester-Voorzitter;
Patrick LENAERS, Marie-Rose GEUTEN, Rik JELLEMA, Françoise BERTIEAUX,
Frank VAN BOCKSTAL, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Colette
NJOMGANG, Rik BAETEN, Schepenen;
Eliane PAULISSEN, Jean-Luc ROBERT, Laurent VLEMINCKX, Françoise
CARTON de WIART, Jean LAURENT, Gisèle MANDAILA, Christophe GASIA,
Christina KARKAN, Aziz ES, Josianne PARDONGE, Virginie TAITTINGER,
Christian de BECO, Arnaud VAN PRAET, John BUYANI ILUNGU, Imad
BENARAFI, Ahmed M'RABET, Gemeenteraadsleden.

Hebben zich onthouden:

Ecolo: Chantal HOORNAERT, Marie-Louise SERVAIS, Marc LEMAIRE, Marie
COLINET,
CDH: André du BUS, Kathy MOTTET, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK,

Damien GERARD.

Het CDH onthoudt zich want het is van mening dat hierover gedebatteerd moet worden in het Brussels parlement.

14.01.2013/A/011 **Recours auprès du Collège d'environnement contre le permis d'environnement délivré par l'IBGE à la SA Mobistar (antennes émettrices, avenue de Tervueren 149 à 1150 Bruxelles) - Autorisation d'ester en justice.**
Beroep bij het Milieucollege tegen de wijziging van de milieuvergunning verleens door het BIM aan de NV Mobistar (zendmasten, Tervuerenlaan 149 in 1150 Brussel - Machtiging om in rechte te treden.

Le Conseil communal,

Considérant que la demande de permis d'environnement a été introduite auprès de l'IBGE par la SA MOBISTAR en vue d'exploiter des antennes émettrices sises avenue de Tervuren 149 à 1150 Bruxelles;

Considérant que la demande est située en zone d'habitation et zone d'intérêt culturel, historique, esthétique ou d'embellissement au Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS);

Considérant que la demande a fait l'objet d'un accusé de réception de dossier complet établi par l'IBGE en date du 25/09/2012;

Considérant que la Commune, limitrophe des installations et partiellement dans la zone d'investigation des simulations, a reçu, à sa demande, le dossier en date du 10/10/2012 avec possibilité de le soumettre à enquête publique et à l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que l'enquête publique a été organisée du 17/10/2012 au 31/10/2012, simultanément à celle de Woluwé-Saint-Pierre; ces dates étaient les premières permettant de réaliser l'enquête de manière légale;

Considérant qu'il était toutefois impossible pour le Collège de remettre un avis éclairé

dans les délais requis, vu qu'une enquête publique devait être réalisée, enquête publique se terminant le 31/10/2012 (remarques pouvant être légalement déposées jusqu'au 2/11/2012) et le délai maximum pour la remise de l'avis étant le 8/11/2012 (30 jours après la date d'envoi du dossier par l'IBGE, le 09/10/2012), et en raison de l'absence de Collège le 1/11/2012; que l'enquête publique est en effet prévue afin d'informer la population, mais également afin de lui donner la possibilité d'attirer l'attention sur des cas particuliers nécessitant parfois une analyse spécifique, comme dans le cas présent. Le congé du 1er novembre rendait impossible la remise d'un avis éclairé dans les délais impartis ;

Considérant que le permis d'environnement a été délivré en date du 20/11/2012 par l'IBGE ;

Considérant que la Commune a reçu de l'IBGE la notification de permis d'environnement par courrier électronique en date du 22/11/2012 ;

Considérant que, selon l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 janvier 2012, le facteur d'atténuation du rayonnement lors de sa traversée d'une paroi de brique ou béton non armé avec ou sans fenêtre est de 4dB, et est nul lors de sa traversée d'une paroi de verre ;

Considérant que cette atténuation de 4dB (diminution de plus de la moitié du rayonnement) semble être une moyenne appliquée uniformément aux façades de briques avec ou sans fenêtres ; que la circulaire interprétative relative à certains facteurs d'atténuation du 23 juillet 2012 justifierait, par le principe de Fresnel et le phénomène de diffraction, l'atténuation du rayonnement au travers des fenêtres;

Considérant que, dans le présent cas cependant, des antennes (223B12) sont situées à hauteur et à quelques mètres seulement de la façade de certains riverains habitant rue des Atrébates à 1040 Etterbeek (photos en annexe 2); que ceux-ci ont, en façade avant et à tous les étages, vue directe sur les antennes; qu'il est dès lors raisonnable de douter qu'à une telle proximité des antennes, et notamment en cas d'ouverture des fenêtres donnant sur les salons et chambres des riverains, le rayonnement puisse être atténué selon les principes généraux de diffraction;

Considérant que ces riverains nous informent souffrir de divers troubles de la santé qui sembleraient provenir de la proximité immédiate de ces antennes; que ces troubles sont attestés par certificats médicaux (pétitions et certificats médicaux en annexe 3);

Considérant que le permis d'environnement est délivré sur base des simulations et fait référence à un mesurage 'récent' effectué en 2009 par l'IBGE ; que, vu les différents opérateurs présents sur le site et vu les changements qui ont certainement été opérés depuis ce mesurage, il y a plus de 3 ans, un nouveau mesurage devrait être réalisé ;

Considérant qu'au vu de tout cela et à la lumière du principe de précaution, il nous semble indispensable, dans ce cas particulier, non seulement d'effectuer de nouvelles mesures chez les riverains concernés, mais d'également envisager un rehaussement des antennes 223B12, afin d'atténuer leur impact sur la santé de ceux-ci, et enfin, de motiver dans ce cas particulier et inhabituel, plus précisément le respect du principe de précaution selon les principes généraux repris habituellement dans la justification des permis relatifs aux antennes;

Considérant qu'il est du ressort de l'IBGE, en tant qu'autorité délivrante, de s'assurer à travers ses décisions, au-delà bien évidemment du respect minimal de la législation et du respect des normes au vu de la configuration spécifique des lieux, de la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'une installation est susceptible de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population, et d'imposer si nécessaire des conditions particulières plus strictes visant à atteindre cet objectif premier ;

Considérant que le permis d'environnement, en son article 6 (antécédents et documents liés à la procédure), ne mentionne pas l'enquête publique réalisée sur la commune d'Etterbeek (réalisée simultanément à celle de Woluwé-Saint-Pierre) et son procès-verbal, et attribue visiblement à l'enquête réalisée sur Woluwé-Saint-Pierre les plaintes réceptionnées à Etterbeek (une lettre et une pétition de 32 signatures) ; qu'il subsiste dès lors un doute quant à l'analyse du contenu des réactions émises lors de l'enquête publique réalisée sur Etterbeek ;

Considérant qu'il est de la responsabilité de l'administration communale, notamment en vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale, de veiller à la sécurité de l'environnement de la population ; qu'elle a donc intérêt à demander, pour les motifs qui précèdent, de réformer et de refuser le permis d'environnement délivré par l'IBGE le 20/11/2012 relatif aux antennes sises avenue de Tervueren 149 à 1150 Bruxelles, permis délivré à la SA MOBISTAR ;

Vu les articles 123, 8 et 270, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que, dans le cas présent, vu le délai pour le dépôt du recours, il était nécessaire que le Collège prenne la décision d'introduire une telle procédure;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.11.2012 d'introduire un recours en annulation auprès du Collège d'Environnement contre la décision de l'IBGE du 20.11.2012 d'octroyer à la SA MOBISTAR une 2ème modification de permis d'environnement relative à des antennes émettrices sises rue Louis Hap 2 à 1040 Etterbeek ;

DECIDE

de ratifier la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 novembre 2012 et donc de l'autoriser à introduire, au nom du Conseil, un recours en annulation auprès du Collège d'Environnement contre le permis d'environnement délivré par l'IBGE à la SA MOBISTAR pour l'exploitation d'antennes émettrices, rue de Tervueren 149 à 1150 Bruxelles.

34 votants : 26 votes positifs, 8 abstentions.

Ont voté oui:

Vincent DE WOLF, *Bourgmestre-Président*;
Patrick LENAERS, Marie-Rose GEUTEN, Rik JELLEMA, Françoise BERTIEAUX,
Frank VAN BOCKSTAL, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Colette
NJOMGANG, Rik BAETEN, Echevin(e)s;
Eliane PAULISSEN, Jean-Luc ROBERT, Laurent VLEMINCKX, Françoise
CARTON de WIART, Jean LAURENT, Gisèle MANDAILA, Christophe GASIA,
Christina KARKAN, Aziz ES, Josianne PARDONGE, Virginie TAITTINGER,
Christian de BECO, Arnaud VAN PRAET, John BUYANI ILUNGU, Imad
BENARAFI, Ahmed M'RABET, Conseillers communaux.

Se sont abstenus:

Ecolo: Chantal HOORNAERT, Marie-Louise SERVAIS, Marc LEMAIRE, Marie

COLINET,
CDH: André du BUS, Kathy MOTTET, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK,
Damien GERARD.

Le CDH s'abstient car il estime que ce point doit faire l'objet d'un débat au parlement bruxellois.

De gemeenteraad,

overwegende dat de nv Mobistar de milieuvergunningaanvraag heeft ingediend bij het BIM om zendmasten te exploiteren in de Tervurenlaan 149 in 1150 Brussel;

overwegende dat de locatie waarvoor de aanvraag werd ingediend, zich bevindt in een zone die in het gewestelijk bestemmingsplan (GBP) aangeduid staat als zone voor uitrustingen van collectief belang of van openbare diensten en als zone van culturele, historische, esthetische waarde of bestemd voor stadsverfraaiing;

overwegende dat het BIM een bewijst heeft opgesteld voor ontvangst van het volledig dossier op 25 september 2012;

overwegende dat de gemeente aan de installaties grenst en gedeeltelijk binnen de onderzoekszone van de simulaties ligt, en op haar verzoek het dossier ontvangen heeft op 10 oktober 2012 met de mogelijkheid om het aan een openbaar onderzoek en het advies van het college van burgemeester en schepenen te onderwerpen;

overwegende dat het openbaar onderzoek georganiseerd werd van 17 oktober 2012 tot 31 oktober 2012, op hetzelfde moment als dat van Sint-Pieters-Woluwe; deze data waren namelijk de eerste data waarop het onderzoek op wettelijke manier kon uitgevoerd worden;

overwegende dat het college echter onmogelijk een weloverwogen advies uit kon brengen binnen de vereiste termijnen, aangezien er een openbaar onderzoek gehouden moest worden. Dit openbaar onderzoek liep af op 31 oktober 2012 (wettelijk gezien konden er opmerkingen ingediend worden tot en met 2 november 2012) en de uiterste termijn waarbinnen het advies uitgebracht moest worden was 8 november 2012 (30

dagen na de datum waarop het BIM het dossier verzonden heeft, te weten 9 oktober 2012) en wegens de afwezigheid van het college op 1 november 2012; dat een openbaar onderzoek bedoeld is om de bevolking te informeren maar ook om haar de mogelijkheid te geven de aandacht te vestigen op bijzondere gevallen die soms een specifieke analyse vereisen zoals hier het geval is. De verlofdag van 1 november maakte het onmogelijk om een weloverwogen advies uit te brengen binnen de opgelegde termijnen;

overwegende dat de milieuvergunning uitgereikt werd door het BIM op 20 november 2012;

overwegende dat de gemeente van het BIM de kennisgeving van milieuvergunning ontvangen heeft via e-mail op 22 november 2012;

overwegende dat volgens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 oktober 2009 betreffende bepaalde antennes die elektromagnetische golven uitzenden, gewijzigd door het wijzigingsbesluit (en niet rechtzettingsbesluit) van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 januari 2012, de verzwakkingsfactor 4 dB bedraagt wanneer de straling door een muur uit baksteen of niet-gewapend beton gaat en nul bedraagt wanneer de straling door een glazen wand (zoals een raam) gaat;

overwegende dat de ramen, of ze nu open of dicht zijn, de straling dan ook geenszins verzwakken; dat de wijziging van het besluit geen weging maakt van de verzwakkingsindex van 4 dB, die voordien echter enkel gehanteerd werd voor muren uit baksteen of niet-gewapend beton, waardoor er duidelijk geen rekening mee gehouden wordt dat het oppervlak van echte gevels gemiddeld 40% uit glas bestaat;

overwegende dat deze verzwakkingsfactor van 4 dB (vermindering van de straling met meer dan de helft) een gemiddelde lijkt te zijn dat uniform toegepast wordt op bakstenen gevels met of zonder ramen; dat de verklarende omzendbrief met betrekking tot bepaalde verzwakkingfactoren van 24 juli 2012 aan de hand van het principe van Fresnel en het verschijnsel van diffractie de verzwakking van de straling door de ramen rechtvaardigt;

overwegende dat de zendmasten (223 B 12) in dit geval echter gelegen zijn op hetzelfde niveau en slechts op enkele meters afstand van de gevel van bepaalde omwonenden die wonen in de Atrebatenstraat 1040 Etterbeek (foto's in bijlage 2); dat deze zowel vanop

de voorgevel als vanop alle verdiepingen rechtstreeks uitkijken op de zendmasten; dat het daarom redelijk is om eraan te twifelen dat de straling verzwakt kan worden volgens de algemene diffractieprincipes, aangezien de zendmasten zodanig dichtbij gelegen zijn, en dan vooral wanneer de ramen die uitgeven op de woonkamers en slaapkamers van de omwonenden geopend zijn;

overwegende dat deze omwonenden ons melden dat ze verschillende gezondheidsproblemen ondervinden die afkomstig schijnen te zijn van de onmiddellijke nabijheid van deze zendmasten; dat deze problemen bewezen zijn aan de hand van doktersattesten (petities en doktersattesten in bijlage 3);

overwegende dat de milieuvergunning uitgereikt wordt op basis van simulaties en verwijst naar een 'recente' meting die uitgevoerd werd in 2009 door het BIM; dat gezien de verschillende operatoren aanwezig op de site en gezien de veranderingen die sinds deze meting, meer dan drie jaar geleden, doorgevoerd zijn, er een nieuwe meting moet worden uitgevoerd;

overwegende dat, rekening houdend met dit alles en met het voorzichtigheidsbeginsel, het ons noodzakelijk lijkt om in dit bijzondere geval niet enkel nieuwe metingen uit te voeren bij de betrokken omwonenden, maar ook om te overwegen om de zendmasten 223B12 te verhogen, teneinde hun impact op de gezondheid te verminderen, en tot slot om in dit bijzonder en ongewoon geval de naleving van het voorzichtigheidsbeginsel preciezer te motiveren volgens de algemene principes die gewoonlijk bij de verantwoording van vergunningen betreffende zendmasten gehanteerd worden;

overwegende dat het de bevoegdheid is van het BIM om er, als uitreikende overheid, via haar beslissingen, op toe te zien dat er een minimale naleving is van de wetgeving en dat de normen nageleefd worden, rekening houdend met de specifieke configuratie van de gebouwen, en dat het milieu, de volksgezondheid of de openbare veiligheid gevrijwaard worden tegen het gevaar, de overlast of de hinder die een installatie direct of indirect kan veroorzaken, en om indien nodig striktere voorwaarden op te leggen om deze hoofddoelstelling te bereiken;

overwegende dat de milieuvergunning in artikel 6 geen melding maakt van het openbaar onderzoek dat in de gemeente Etterbeek gehouden werd (dat gelijktijdig plaatsvond met dat van Sint-Pieters-Woluwe) noch van het verslag hiervan, en duidelijk de klachten die in Etterbeek ontvangen werden (een brief en een petitie van 32 handtekeningen) toewijst aan het openbaar onderzoek dat in Sint-Pieters-Woluwe gehouden werd; dat er daarom een twijfel heerst over de analyse van de reacties die

ingediend zijn tijdens het openbaar onderzoek dat in Etterbeek gehouden werd;

overwegende dat de gemeente verantwoordelijk is om, met name krachtens artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet, toe te zien op de veiligheid van het leefmilieu van de bevolking, en dat zij er dan ook belang bij heeft om wegens de voorgaande redenen te vragen om de milieuvergunning verleend door het BIM op 20 november 2012 aan de NV Mobistar, betreffende de zendmasten in de Tervurenlaan 149 in 1150 Brussel te herzien en te weigeren;

gelet op de artikelen 123, 8 en 270, lid 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat in dit geval, gelet op de termijn voor het instellen van het beroep, het nodig was dat het college de beslissing nam om een dergelijke procedure in te stellen;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 29 oktober 2012 om een beroep tot vernietiging in te stellen bij het Milieucollege tegen de beslissing van het BIM van 20 november 2012 om een tweede wijziging van milieuvergunning met betrekking tot zendmasten in de Louis Hapstraat 2 in 1040 Etterbeek toe te kennen aan de NV MOBISTAR;

BESLIST

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 29 november 2012 te bekrachtigen en het dus te machtigen om in de naam van de raad een beroep tot vernietiging in te stellen bij het Milieucollege de milieuvergunning die door het BIM verleend werd aan de NV MOBISTAR voor de exploitatie van zendmasten in de Tervurenlaan 149 in 1050 Etterbeek.

34 stemmers : 26 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

Hebben ja gestemd:

Vincent DE WOLF, Burgemeester-Voorzitter;
Patrick LENAERS, Marie-Rose GEUTEN, Rik JELLEMA, Françoise BERTIEAUX,
Frank VAN BOCKSTAL, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Colette

NJOMGANG, Rik BAETEN, Schepenen;
Eliane PAULISSEN, Jean-Luc ROBERT, Laurent VLEMINCKX, Françoise
CARTON de WIART, Jean LAURENT, Gisèle MANDAILA, Christophe GASIA,
Christina KARKAN, Aziz ES, Josianne PARDONGE, Virginie TAITTINGER,
Christian de BECO, Arnaud VAN PRAET, John BUYANI ILUNGU, Imad
BENARAFI, Ahmed M'RABET, Gemeenteraadsleden.

Hebben zich onthouden:

Ecolo: Chantal HOORNAERT, Marie-Louise SERVAIS, Marc LEMAIRE, Marie
COLINET,

CDH: André du BUS, Kathy MOTTET, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK,
Damien GERARD.

*Het CDH onthoudt zich want het is van mening dat hierover gedebatteerd moet worden
in het Brussels parlement.*

14.01.2013/A/012 **Enseignement communal - Reconduction de la convention entre la Commune
d'Etterbeek et la Région de Bruxelles Capitale - Projet de lutte contre
l'absentéisme scolaire "Dispositif Accrochage Scolaire".
Gemeentelijk onderwijs - Vozetting van de overeenkomst tussen de gemeente
Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Plan in strijd met het
schoolabsenteisme- Projekt: "programma schoolverzuim"**

Le Conseil communal,

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du
20/09/2012, accordant une subvention de 1.622.964 € pour l'année scolaire
2012/2013 aux communes bruxelloises à titre de soutien aux projets du Dispositif
d'Accrochage Scolaire de la Région de Bruxelles-Capitale ; que la subvention accordée
à Etterbeek est de 97.781,00 € ;

Vu les articles 117 et 149 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE

D'autoriser la passation d'une convention de mise à disposition d'une subvention
équivalente à 97.781,00€ destinée à couvrir les projets du Dispositif d'Accrochage
Scolaire entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek pour la
période du 01/09/2012 au 30/06/2013.

La présente délibération sera transmise à la Région de Bruxelles-Capitale, à la
coordinatrice du Dispositif Accrochage scolaire et au service de la Recette.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

De gemeenteraad,

gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20/09/2012, dewelke een subsidie van 1.622.964,00- € toekent voor het schooljaar 2012/2013 om de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te ondersteunen,; dat de toegekende subsidie aan Etterbeek 97.781,00 € bedraagt ;

gezien de artikels 117 en 149 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

een overeenkomst goed te keuren tussen het Hoofdstedelijk Brussels Gewest en de Gemeente Etterbeek betreffende de ter beschikkingstelling van een subsidie ter waarde van 102.325,00 € voor de periode van 01/09/2012 tot 30/06/2013 om de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim te dekken.

Deze beraadslaging zal worden gestuurd naar de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de coördinatrice van het Programma Preventie Schoolverzuim en naar de dienst van ontvangsten.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Ahmed M'Rabet quitte la séance
Ahmed M'Rabet verlaat de zitting

14.01.2013/A/013 **Pavillons "Les Jardins de la Chasse" - Travaux de désamiantage - Travaux complémentaires pour les vides ventilés - Approbation**
Paviljoenen "Jachthof" - Asbestverwijdering - Bijkomende werken voor de kruipruimtes - Goedkeuring

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 236 relatif aux compétences du collège des Bourgmestre et Echevins, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Considérant le cahier spécial des charges N° TP/DD/2012/100 relatif au marché "Désamiantage des pavillons "Les jardins de La Chasse"" établi par le Service des Travaux Publics sur base de l'inventaire amiante dressé par le bureau SGS, situé Parc Créalys, rue Phocas Lejeune 4 à 5032 Gembloux ;

Vu la décision du Conseil communal du 30 janvier 2012 approuvant les conditions, le montant estimé et le mode de passation par adjudication publique de ce marché;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élevait à 206.611,57 € hors TVA ou 250.000,00 €, 21% TVA comprise;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19 avril 2012 attribuant le marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière la plus basse, soit ACLAGRO N.V., situé Industrieweg, 74 à 9032 Wondelgem, pour le montant d'offre de 128.110,00 € hors TVA ou 155.013,10 € TVA 21% comprise ;

Attendu que les travaux comprenant le désamiantage des pavillons n°1, 2, 3 et 4, du bloc opératoire central et des caves de la chaufferie ont commencé le 7 août 2012 par les travaux préliminaires suivants, permettant l'enlèvement de l'amiante dans des conditions de sécurité et de santé vis-à-vis des ouvriers et des résidents proches de la zone :

- la mise en place des zones de confinement (zones étanches avec sas douche) ;
- l'enlèvement des décombres importants (meubles, cloisons et faux-plafonds tombés,...) ;
- la consolidation des supports existants dans tous les bâtiments ;
- la mise en application des vêtements de protection (combinaison totale et masque) et des conditions strictes des visites de contrôle ;

- la mise en place des ventilateurs spéciaux purifiant l'air intérieur de toute fibre d'amiante ;
- le démontage de cloisons et faux-plafonds préliminaires mettant en évidence d'autres surfaces amiantées tels que sous-toiture, gaines techniques,...

Considérant que seuls ces travaux ont permis de confirmer ou réactualiser les quantités estimées sans protection spécifique lors de l'élaboration du cahier des charges ;

Attendu que l'entrepreneur a remis en réunion de chantier du vendredi 20 septembre 2012 un premier métré actualisé avec des quantités de travaux de base beaucoup plus importantes, notamment pour l'enlèvement des panneaux amiantés aux murs, des panneaux de sous-toiture et des tuyauteries enrobées d'isolant avec amiante ;

Attendu que les architectes de la Régie Foncière ayant réalisé, avec combinaison et masque, un relevé contradictoire complet des travaux de base en date du 17 septembre 2012, ont envoyé à l'entrepreneur le tableau reprenant les nouvelles quantités de base ;

Attendu que le coût des travaux de base de désamiantage des pavillons arrières du site des Jardins de la Chasse et de leurs dépassements de quantités présumées ont été réestimés à +/- 294.537,17 €, hors TVA 21% et hors révision ;

Attendu que tous les soumissionnaires avaient remis une offre en connaissance de cause après une visite obligatoire du site et qu'aucun soumissionnaire n'avait émis de remarques sur les quantités présumées du cahier des charges ou ne les avait modifiées ;

Attendu l'avertissement reçu par les Travaux Publics en date du 1 août 2012 émanant de l'IBGE concernant les déchets au sol à considérer comme contaminés et à traiter de manière appropriée ;

Attendu que les travaux de nettoyage et de traitement (dans des centres agréés) des décombres au sol dans les pavillons n°2, 3 et 4, sur une surface totale de 1.943,76 m², n'étaient pas prévus dans les travaux de base car imposés par le permis d'environnement, et que le montant de ces travaux s'élève à 283.361,33 € hors TVA ;

Attendu que le montant élevé s'expliquait par la quantité énorme de déchets jonchant le sol tels que le mobilier laissé en place après la fermeture de l'hôpital (armoires, lits, tables, chaises, matériel médical,...), les déchets illicites abandonnés au cours des années, les dégâts de vandalisme et d'usure du temps (incendie, infiltrations,...) ; que tous ces déchets doivent être triés, lavés et emballés manuellement en fonction de leur dangerosité, le tout en zone confinée avec combinaison, masque de sécurité et traitement par douche ;

Attendu que l'état des faux-plafonds branlants et des toitures incendiées dans le pavillon n°4 nécessitant la consolidation des supports existants pour la sécurité des ouvriers et le démontage des panneaux amiantés, a entraîné un supplément de 20.124,00 € hors TVA,

se justifiant par une main-d'œuvre uniquement manuelle, vu la difficulté d'accessibilité des bâtiments ;

Attendu que les panneaux amiantés sur les murs dépassaient la hauteur du premier faux-plafond et que leur enlèvement nécessitait le démontage préalable de tous les faux-plafonds des bâtiments, afin de ne pas libérer de fibres d'amiante dans l'air par une démolition pure et simple ;

Attendu que ce nouveau travail en zone confinée a amené un supplément forfaitaire de 69.498,38 € hors TVA ;

Attendu qu'aucun soumissionnaire, ni le bureau SGS, n'avaient émis de remarques sur de possibles travaux complémentaires à prévoir;

Considérant que les travaux complémentaires décrits ci-dessus se rapportaient indubitablement aux travaux de base et étaient nécessaires à leur exécution, et ont été dûment vérifiés ;

Considérant que l'estimation du montant total des travaux de désamiantage, comprenant les dépassements de quantités présumées et les travaux complémentaires s'élevait à 668.645.88 € hors TVA au lieu de 128.110 € hors TVA ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 octobre 2012 :

- d'accepter les dépassements de quantités présumées et de commander à l'entrepreneur ACLAGRO les travaux complémentaires ;
- de réestimer le coût de l'ensemble des travaux de base et des travaux complémentaires à +/- 668.645,88 € hors TVA et hors frais de révision ;
- d'informer le Conseil communal de cette décision lors de sa plus proche séance ;

Attendu que ce même Collège prenait connaissance de l'existence de vides ventilés sous les quatre pavillons après l'enlèvement des décombres et du calorifuge amianté autour des tuyaux dans la chaufferie du bâtiment central (ancien bloc chirurgical) ;

Attendu qu'il a été permis, après enlèvement de la végétation, de mettre à jour une petite trappe extérieure permettant d'accéder à ces vides ventilés d'une surface de +/- 650,00 m² par pavillon ;

Attendu que ces vides ventilés, dont la hauteur moyenne de passage est de 70 cm, abritent des centaines de mètres courants de tuyaux calorifugés sous diverses formes de contamination par l'amiante, à savoir :

- des tuyaux avec un isolant en plâtre contenant de l'amiante (comme les tuyaux connus de la chaufferie) ;
- des tuyaux où cet isolant a été enlevé et remplacé par un isolant en polyuréthane. Celui-ci est donc aussi contaminé ;

- des tuyaux mis à nu mais où il reste des traces blanches de l'isolant en plâtre à décaper ;

Attendu que l'amiante friable en plâtre provenant du remplacement du calorifuge d'origine a été laissé sur le sable qui compose le sol des vides ventilés, obligeant ainsi le Maître de l'ouvrage à évacuer +/- 5 cm de sable contaminé sur une partie de la surface desdits vides ;

Revu la délibération du Collège du 11 octobre 2012 décidant d'établir un nouveau marché public de travaux pour l'exécution des travaux de désamiantage des vides ventilés sous les pavillons en raison du dépassement important du montant des travaux de base ;

Attendu que le premier permis d'environnement accordé à la firme ACLAGRO venant à terme le 5 décembre 2012, l'IBGE a demandé de renouveler le permis assurant l'exécution des premiers travaux complémentaires dans les pavillons.

Attendu que le nouveau permis d'environnement accordé à la firme ACLAGRO en date du 10 décembre 2012 fait partie intégrante de la présente délibération et dont le Conseil prend connaissance ;

Attendu que l'IBGE considère que les vides ventilés font partie du même et seul chantier de désamiantage des pavillons et impose à ACLAGRO le désamiantage des tuyaux d'isolation présents dans ces vides ventilés ;

Attendu que l'IBGE considère aussi le sable au sol comme matériau contaminé dans les pavillons n°1, 2, 3 et 4 et impose l'enlèvement de 5 cm de sable sous les tuyaux et dans un périmètre de 1,00 m le long des tuyaux, et en zones confinées ;

Attendu que l'IBGE décrit dans le permis d'environnement les travaux spécifiques à réaliser pour le désamiantage des vides ventilés ;

Attendu les photos prises dans les vides ventilés par l'architecte de la Régie Foncière et le représentant de la firme ACLAGRO, avec protection spécifique (combinaison totale et masque), sous les 4 pavillons et dont le Conseil prend connaissance en annexe ;

Considérant la lettre recommandée de l'IBGE en date du 11 décembre 2012, faisant partie intégrante de la présente délibération et dont le Conseil prend connaissance, qui notifie une infraction à ACLAGRO en raison de la présence d'amiante dans les vides ventilés du pavillon n°4 ;

Attendu que l'IBGE somme de désamianter les vides ventilés sous le pavillon n°4, sous peine d'infractions complémentaires et d'amendes dont le Maître de l'ouvrage se retrouverait rapidement responsable pour non exécution ;

Attendu que les vides ventilés sous le pavillon n°4 font partie de la même zone de confinement que les sous-sols du bloc opératoire central (où se trouve la chaufferie), en raison des connections de tuyauteries et des baies présentes entre les deux bâtiments ;

Attendu que les travaux de désamiantage du pavillon n°4 ne s'effectueront qu'à partir du 7 janvier 2013 afin de ne pas interrompre les ventilateurs de confinement lors des congés de fin d'année et devront obligatoirement reprendre les vides ventilés dans la même zone de travail ;

Attendu que pour des raisons de zones de confinement traitées avec extraction mécanique de l'air, il est impossible de pouvoir arrêter ou sursoir des travaux en cours sans éviter la prolifération de fibres d'amiante, libérées dans l'air ;

Attendu qu'à la date du 7 janvier 2013 commence le délai de 3 mois de validité du permis d'environnement accordé le 10 décembre 2012 afin de terminer les premiers travaux complémentaires (voir Collège du 11 octobre 2012) et pour exécuter le désamiantage des vides ventilés.

Attendu que des infractions seront notifiées pour la présence d'amiante dans les vides ventilés si le désamiantage n'est pas terminé après ces 3 mois et une nouvelle demande de permis devra être introduite par ACLAGRO (ou par le nouvel adjudicataire en cas de nouveau marché public) ;

Attendu que les connections de tuyauteries et les baies de passage, présentes entre les locaux au rez-de-chaussée des pavillons et leurs vides ventilés respectifs, imposent d'inscrire ceux-ci dans les mêmes zones de confinement et ne peuvent être traitées séparément car elles participent à la prolifération des particules d'amiante non liée ;

Attendu que l'état de délabrement de l'isolant contenant de l'amiante dans les vides ventilés présente un danger réel pour la santé publique, par la contamination du personnel présent sur le chantier (personnel d'ACLAGRO, ouvriers communaux de la déchetterie provisoire, personnel du Maître de l'ouvrage,...), et des riverains ;

Attendu que le chantier attire l'attention du public et entraîne les désagréments suivants :

- Présence continue de « visiteurs » ou de personnes sans abri, abîmant les zones confinées et mettant leur propre santé et celle des riverains en péril (l'amiante est libérée dans les zones confinées) ;
- Vandalisme sans réelle conscience du danger par les auteurs ;
- Vols de matériel de chantier mais surtout d'éléments métalliques contaminés (brides, tuyauteries,...) comme le reflète la lettre recommandée de l'IBGE du 11 décembre 2012 ;
- Ces vols étant localisés de plus en plus près des vides ventilés permettent de craindre des vols de tuyauteries métalliques avec dispersion de l'amiante sur la voie publique, lors de longues interruptions de chantier. L'accès principal sous le pavillon n°4 et la mise à jour des trappes extérieures d'accès aux vides ventilés

facilitent d'autant plus l'intrusion ;

- La surveillance des ouvriers communaux de la déchetterie, le passage des patrouilles de police et des stewards ou la fermeture des baies ne permettent pas d'endiguer le processus d'attraction du chantier pour le vol de métal ;

Attendu qu'il convient aussi pour ces raisons de confiner les vides ventilés et procéder à leur désamiantage en urgence, étant donné que des travaux restent encore à accomplir au rez-de-chaussée du pavillon n°4 pendant tout le mois de janvier 2013 ;

Considérant l'offre forfaitaire proposée par la firme ACLAGRO d'un montant de 467.205,74 € hors TVA en date du 14 décembre 2012 pour le désamiantage des vides ventilés et faisant partie intégrante de la présente délibération ;

Attendu que si l'isolation des tuyaux contenant de l'amiante dans les vides ventilés est identique aux tuyauteries prévues dans les travaux de base du cahier des charges, l'importance du montant pour leur enlèvement s'explique par une mise en œuvre très pénible qui se détaille comme suit :

- Un travail uniquement manuel avec l'impossibilité de casser les maçonneries sans propager les fibres d'amiante ou d'utiliser des machines électriques ;
- La réalisation de trous dans la dalle du rez-de-chaussée des 4 pavillons pour l'évacuation aisée du sable, après confinement de la zone et mise en place de sas de décontamination pour le personnel ;
- L'enlèvement de l'isolation contenant de l'amiante autour des tuyaux et/ou le nettoyage de ces tuyaux, sous une hauteur de travail de 60 cm à 120 cm, dans un environnement très exigu et sans lumière du jour ;
- Un rendement à l'heure inférieur pour l'enlèvement de mètres courants d'isolation ;
- Un personnel plus important à la sortie des vides ventilés afin de garantir la sécurité des nettoyeurs pendant les travaux (2 ouvriers à l'extérieur des vides ventilés et 4 à l'intérieur) ;
- L'enlèvement du sable contaminé au sol, après mise sous sacs plastiques de 5 kg maximum qui seront tractés sous toute la longueur des pavillons avant d'être remontés à la surface ;

Attendu que les vides ventilés constituent les derniers travaux de désamiantage des pavillons et qu'ils seront suivis par les travaux de démolition des pavillons attribués à la firme DE MEUTER NV ;

Attendu que l'offre d'ACLAGRO présente les avantages suivants :

- Respect du permis d'environnement accordé par l'IBGE concernant l'obligation de désamianter les vides ventilés en même temps que les locaux du rez-de-chaussée en raison du risque réel de prolifération de l'amiante ;
- Poursuite des travaux sans interruption de chantier, attendu qu'ACLAGRO

s'engage à effectuer parallèlement les travaux de désamiantage du dernier pavillon n°4 et ceux des vides ventilés.

- Le délai officiel à prévoir est de 99 jours ouvrables pour l'exécution des travaux dans les vides ventilés. Cependant, ACLAGRO s'engage à terminer tous les travaux de désamiantage des pavillons et des vides ventilés pour le 31 mars 2013, pour autant qu'un accord lui soit transmis le 15 janvier 2013 ;

Attendu que le relancement d'un marché public pour le désamiantage des vides ventilés présente les inconvénients suivants :

- L'enlèvement de toute l'installation de chantier du présent entrepreneur (extracteurs pour la purification de l'air, containers, bureaux de chantier, sas, douches, grilles de clôture, protection des confinements) qui entraînera l'augmentation du budget pour le désamiantage des vides ventilés par une installation de chantier du nouvel adjudicataire sur tout le site des Jardins de la Chasse et des nouvelles infrastructures nécessaires pour la décontamination du personnel ;
- L'augmentation des délais administratifs et d'exécution : Conseil pour le choix du mode de passation du marché + approbation 40 jours Tutelle + publication de l'avis de marché + remise des offres et analyse (avec possibilité de demandes de justification des offres) + Collège pour attribution du marché + approbation 40 jours Tutelle + délai de l'IBGE pour délivrer un nouveau permis d'environnement au nouvel adjudicataire + 100 jours officiels d'exécution (à partir de la fin des congés du bâtiment en été 2013). Ce qui amènerait le planning à fin 2013, sans compter l'intervention ultérieure de l'entrepreneur DE MEUTER NV désigné pour la démolition des pavillons, avec 40 jours d'exécution ;
- De ce fait, le désistement possible de l'entreprise DE MEUTER NV à qui les Travaux Publics ont envoyé la notification le 31 mai 2012 pour la démolition des pavillons ; aucune date de fin des travaux de désamiantage ne pouvant lui être précisée ;
- Un nouvel adjudicataire devra tenir compte du délai d'obtention d'un nouveau permis d'environnement (1 à 3 mois de procédure) ;
- L'obligation pour les soumissionnaires d'effectuer la visite des vides ventilés avec les protections spécifiques (combinaison totale et masque) + traitement des déchets des protections ;
- Le permis d'environnement accordé le 10 décembre 2012 doit être exploité dans un délai de deux ans à partir de cette date, pour autant que les zones restent confinées ou qu'elles ne présentent pas de risques de contamination et de prolifération (ce que met déjà en doute la mise en demeure de l'IBGE par sa lettre du 11 décembre 2012). Mais ACLAGRO doit déjà exploiter le permis à partir du 7 janvier 2013, pour une période autorisée de trois mois de travail, afin de terminer les premiers travaux complémentaires et obligatoirement les vides ventilés ;
- Une mise en attente du chantier et le manque de confinement des vides ventilés,

préjudiciables pour la santé publique, entre la fin des travaux accordés à ACLAGRO et les travaux attribués à un nouvel entrepreneur. Cet arrêt des travaux soumettra la Commune aux infractions notifiées par l'IBGE et aux amendes car le désamiantage ne sera pas terminé pour les vides ventilés et la prolifération sera toujours présente et dangereuse pour les riverains ;

- Cette mise en attente facilitera aussi les dégradations de l'amiante, les vols dans les pavillons et de ce fait favorisera la prolifération des fibres d'amiante dans l'air et la dispersion des métaux contaminés ;
- Le chantier nécessitant une surveillance quotidienne (pour éviter le vol, les dégâts de vandalisme,...), des tests hebdomadaires officiels de contrôle de l'air et une ventilation permanente des zones de confinement, un arrêt de chantier prolongé pour raison quelconque représenterait un risque réel pour la santé publique ;
- La possibilité d'une modification du budget lors d'un nouveau marché public ;

Considérant que le total des travaux de base et des travaux complémentaires, comprenant les vides ventilés, est à prélever sur l'article budgétaire 104/72212-60 (Hôtel communal – Travaux de construction) de l'exercice 2012 voté le 19 décembre 2011 au Conseil Communal et qui prévoit un crédit de 5.870.000,00 € (hors enveloppe) pour le début du projet ;

Vu l'article 7 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 autorisant le pouvoir adjudicateur à apporter unilatéralement des modifications au marché initial, pour autant qu'il n'en modifie pas l'objet afin de pouvoir commander des travaux complémentaires ;

DECIDE

Article 1^{er}

D'annuler la décision du Collège du 11 octobre 2012 concernant l'établissement d'un nouveau marché public de travaux pour le désamiantage des vides ventilés ;

Article 2

D'accepter et de commander à l'entrepreneur ACLAGRO les travaux complémentaires suivants pour un montant forfaitaire de 467.205,74 € hors TVA 21 % :

- * Pratiquer des ouvertures dans les dalles de sol afin d'effectuer les travaux de désamiantage dans les vides ventilés pour un montant de 17.472,00 € hors TVA ;
- * L'enlèvement de l'isolation autour des tuyaux dans les vides ventilés, pour un montant de 146.555,17 € hors TVA ;
- * L'enlèvement du sable contaminé dans les vides ventilés pour un montant de 288.992,50 € hors TVA ;
- * Le transport et l'enfouissement du sable contaminé vers un centre de traitement de classe 1 pour un montant de 14.186,07 € hors TVA ;

Article 3

De réestimer le coût de l'ensemble des travaux de base, des dépassements de quantités provisoires et de l'ensemble des travaux complémentaires de désamiantage à 1.135.851,62 € hors TVA et hors révision ;

Article 4

D'accepter le délai complémentaire officiel de 99 jours ouvrables pour les travaux complémentaires dans les vides ventilés ;

Article 5

De prendre acte de l'engagement d'ACLAGRO à terminer les travaux dans les vides ventilés pour le 31 mars 2013, pour autant que les travaux puissent être commandés le 15 janvier 2013 ;

Article 6

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 29 votes positifs, 4 abstentions.

Ont voté oui:

Vincent DE WOLF, *Bourgmestre-Président*;

Patrick LENAERS, Marie-Rose GEUTEN, Rik JELLEMA, Françoise BERTIEAUX, Frank VAN BOCKSTAL, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Colette NJOMGANG, Rik BAETEN, Echevin(e)s;

Eliane PAULISSEN, Jean-Luc ROBERT, Laurent VLEMINCKX, Françoise CARTON de WIART, Jean LAURENT, Gisèle MANDAILA, Christophe GASIA, Christina KARKAN, Chantal HOORNAERT, Marie-Louise SERVAIS, Aziz ES, Josianne PARDONGE, Virginie TAITTINGER, Christian de BECO, Arnaud VAN PRAET, Marc LEMAIRE, Marie COLINET, John BUYANI ILUNGU, Imad BENARAFI, Conseillers communaux.

Se sont abstenus:

CDH: André du BUS, Kathy MOTTET, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, Damien GERARD.

A la demande de M. du BUS, un reportage photographique des bâtiments qui seront détruits sera réalisé.

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van

bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 15;

gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

gezien de Ordonnantie van 14 mei 1998 die het administratietoezicht over de gemeenten van het Brusselse-Gewest organiseert, en latere wijzigingen;

overwegende dat in het kader van de opdracht "Asbestverwijdering in de paviljoenen "Jachthof"" een bijzonder bestek met nr. TP/DD/2012/100 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken, op basis van het adbestinventaris opgemaakt door het bureau SGS, gelegen Parc Créalys, Phocas Lejeunestraat 4 te 5032 Gembloux ;

gezien de beslissing van de Gemeentelijke Raad op 30 januari 2012 die de voorwaarden, het geschatte bedrag en de overdrachtmodus per publieke aanbesteding goedgekeurd heeft;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 206.611,57 € excl. BTW of 250.000,00 € incl. 21% BTW ;

gezien de beslissing van het Schepen en Burgemeesterscollege op 19 april 2012 die de aanbesteding toekent aan de inschrijver die het laagste en rechtgeldige offerte heeft gegeven, voornamelijk de firma ACLAGRO N.V., gelegen Industrieweg, 74 te 9032 Wondelgem, voor een bedrag van 128.110,00 € buiten BTW of 155.013,10 € 21% BTW inbegrepen ;

overwegende dat de werken voor de asbestverwijdering van de paviljoenen 1, 2, 3 en 4, van de centrale operatieafdeling en van de kelders van de stookplaats begonnen zijn op 7 augustus 2012 door volgende voorafgaande werken, die het verwijderen van het asbest in voldoende veiligheid- en gezondheidstoestanden voor de werkmannen en de nabije inwoners garandeert:

- de instelling van afzonderingszones (lekvrije zones met een douchetas) ;
- het afhalen van het belangrijke puin (meubels, tussenwanden en gevallen verlaagde plafonds,...) ;
- de versterking van de bestaande steunen in de gebouwen;
- het toepassen van de veiligheidskleding (volledige overall en masker) en strikte voorwaarden voor de toezichtbezoeken;
- het installeren van speciale ventilatoren die de binnenlucht zuiveren van elke asbestfiber;
- het uiteennemen van de tussenwanden en verlaagde plafonds om andere asbestoppervlakten goed zichtbaar te maken, zoals onderdaken en technische profielen,... ;

overwegende dat alleen deze werken het mogelijk hebben gemaakt op de vooronderstelde hoeveelheden te bevestigen of te bijwerken, zonder specifieke beschermingen, voor de uitwerking van het bestek;

overwegende dat de bouwheer, op vrijdag 20 september 2012 tijdens een werfbijeenkomst, een eerste opmeting heeft doorgegeven, die bijgewerkt werd met veel belangrijker hoeveelheden voor de basiswerken, in het bijzonder voor het afhalen van asbesthoudende panelen van de muren, van panelen in de onderdaken en van buizen omgehuuld met isolatiematerieel die asbest bevatten;

overwegende dat de architecten van de Regie van Grondbeleid een volledige strijdige opmeting hebben opgemaakt, met overall en masker, van de basiswerken op 17 september 2012, en hebben naar de bouwheer een tabel opgestuurd met de nieuwe basiskwantiteiten ;

overwegende dat de kosten van de basiswerken voor de asbestverwijdering van de achterpaviljoenen van de “Jachthof” en de overschrijding van de vooronderstelde hoeveelheden herschat werden op +/- 294.537,17 €, exclusief 21% BTW en exclusief herzieningskosten ;

overwegende dat de inschrijvers een volstrekt gerecht offerte hebben afgegeven, na een verplicht bezoek van de plaats, en dat geen enkele inschrijver een bezwaar heeft gedaan over de veronderstelde hoeveelheden vermeld in het bestek of heeft ze gewijzigd;

overwegende dat de dienst Openbare Werken een verwittiging heeft gekregen van het BIM op 1 augustus 2012 betreffende het afval op de grond die als asbestbesmet moet worden beschouwd en die op een geschikte wijze behandeld moet worden;

overwegende dat de werken voor het wassen en de behandeling (in erkende centrum) van het puin op de grond in de paviljoenen 2, 3 en 4, van een oppervlakte van 1.943,76 m², niet voorzien werden in de basiswerken omdat ze daarna opgelegd werden door de leefmilieuvergunning, en dat de som van deze werken bedraagt 283.361,33 € exclusief BTW ;

overwegende dat het hoge bedrag begrijpbaar is door de enorme hoeveelheden van afval op de grond, zoals het meubilair ter plaatse gelaten na de sluiting van het ziekenhuis (kasten, bedden, tafels, stoelen, medische materiaal,...), de onwettige afval jarenlang achtergelaten, de vandalismeschade en tijdsschade (vuur, insijpelen,...) ; door het feit dat al deze afval gesorteerd, gewassen en manueel ingepakt moet worden in functie van hun gevaarlijkheid, en dit in een afgezonderde zone met gebruik van overall, masker en douchebehandeling ;

overwegende dat de toestand van de wankele verlaagde plafonds en van de verbrande daken in het paviljoen n°4 een versterking van de bestaande steunen, voor de veiligheid van de werkmannen en het uittrekken van de asbesthoudende panelen, vereiste en dat dit een toeslag van 20.124,00 € exclusief BTW heeft opgeleverd, toeslag die gerechtvaardigd is door het gebruik van een exclusieve manuele mankracht (gezien de toegangsmoeilijkheden in de gebouwen);

overwegende dat de asbesthoudende panelen op de muren hoger waren dan de eerste verlaagde plafonds en dat het dus noodzakelijk was om eerst alle verlaagde plafonds van de gebouwen uiteen te halen, om geen asbestfibers vrij te laten in de lucht door niet meer dan een gewone afbraak;

overwegende dat deze nieuwe werken in afgezonderde zones een forfaitaire toeslag van 69.498,38 € exclusief BTW veroorzaakt hebben;

overwegende dat geen enkele inschrijver of het bureau SGS, een aanmerking had gedaan op eventuele bijkomende werken;

overwegende dat de hierboven beschreven bijkomende werken ongetwijfeld betrekking hebben op de basiswerken, dat ze noodzakelijk waren voor hun uitvoering en naar behoren gecontroleerd zijn;

overwegende dat de beraming van de totaalsom voor de werken van asbestverwijdering, die de overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden en de bijkomende werken bevatten, op een hoogte van 668.645,88 € exclusief BTW komt in plaats van 128.110,00 € exclusief BTW ;

gezien de beslissing van de Schepen en Burgemeestercollege op 11 oktober 2012 :

- om de overschrijding van de vooronderstelde hoeveelheden te aanvaarden et om bij de bouwheer ACLAGRO de bijkomende werken te bestellen;
- om de kosten van heel de basiswerken en van de bijkomende werken te herschatten op +/- 668.645,88 € exclusief BTW en exclusief herzieningskosten;
- om de Gemeenteraad in te lichten over deze beslissing op de vroegste zitting;

overwegende dat dezelfde College kennisgenomen heeft van het bestaan van kruipruimtes onder de vier paviljoenen na het afhalen van het puin en van het

asbesthoudende isolatiemateriaal rond de buizen in de stookplaats van het centrale gebouw (oude operatieafdeling);

overwegende dat het toegelaten werd, na afhaling van de planten, om een buitenluik bij te werken die de toegang zal geven aan deze kruipruimtes die +/- 650,00 m² per paviljoen groot zijn;

overwegende dat deze kruipruimtes, met een gemiddelde hoogte van 70 cm, honderden meters van geïsoleerde buizen onder diverse vormen van asbestbesmetting bevatten, onder ander :

- buizen met een gipsisolatie die asbest bevat (zoal de bekende buizen in de stookplaats);
- buizen waar dit isolatiematerieel afgehaald werd en vervangen werd door polyurethaan isolatie. Deze is dus ook besmet;
- bloot gemaakte buizen waar nog witte sporen van de isolatie blijft die opgehakt moet worden ;

overwegende dat het broze asbest in gips afkomstig is van de vervanging van de originele isolatie, die achtergelaten werd op het zand die deel maakt van de grond in de kruipruimtes, en dat het dwong de bouwheer om +/- 5 cm besmette zand van een deel van de oppervlakte van de kruipruimtes op te ruimen;

hergezien de beraadslaging van het College op 11 oktober 2012 die de beslissing neemt om een nieuwe openbare aanbesteding voor de uitvoering van de werken voor de asbestverwijdering in de kruipruimtes onder de paviljoenen te publiceren, ten gevolge van de belangrijke overschrijding van het bedrag van de basiswerken;

overwegende dat, door het feit dat de eerste leefmilieuvergunning toegekend aan de firma ACLAGRO ten einde kwam op 5 december 2012, het BIM gevraagd heeft om de vergunning te hernieuwen met de uitvoering van de eerste bijkomende werken in de paviljoenen;

overwegende dat de nieuwe leefmilieuvergunning toegekend aan de firma ACLAGRO op datum van 10 december 2012 deel uitmaakt van deze beraadslaging en waarvan de Gemeenteraad kennis zal nemen;

overwegende dat het BIM de kruipruimtes beschouwd als een enkele werf van asbestverwijdering van de paviljoenen en dwingt ACLAGRO om de asbestverwijdering van de isolatiebuizen in deze kruipruimtes te verrichten;

overwegende dat het BIM het zand op de grond ook beschouwt als besmette materieel in de paviljoenen 1, 2, 3 et 4 en verplicht de firma om 5 cm zand onder de buizen en binnen een perimeter van 1,00 meter langs de buizen en in de afgesloten zones op te ruimen;

overwegende dat het BIM beschrijft in de leefmilieuvergunning de specifieke werken uit te voeren voor de asbestverwijdering in de kruipruimtes;

overwegende dat er foto's genomen werken in de kruipruimtes door de architect van de Regie van Grondbeleid en de vertegenwoordiger van de firma ACLAGRO, met specifieke beschermingen (volledige overall en masker), onder de 4 paviljoenen et waarvan de Gemeenteraad kennis zal maken in bijlage;

overwegende de per aangetekende brief van het BIM van 11 december 2012, die deel maakt van deze beraadslaging en waarvan de Gemeenteraad kennis zal nemen, die een overtreding aankondigt aan ACLAGRO ten reden van de aanwezigheid van asbest in de kruipruimtes van het paviljoen 4 ;

overwegende dat het BIM aandringt om de asbestverwijdering in de kruipruimtes onder het paviljoen 4 uit te voeren onder de dwang van bijkomende overtredingen en boetes waarvoor de Bouwheer snel verantwoordelijk zal zijn in geval van niet uitvoering van de werken;

overwegende dat de kruipruimtes onder het paviljoen 4 zich bevinden in dezelfde afgezonderde zone van de kelders onder de operatieafdeling (waar de stookplaats is), tengevolge van de connecties in de buizen en van de baaien die aanwezig zijn tussen de twee gebouwen;

overwegende dat de werken voor de asbestverwijdering in het paviljoen n°4 zullen alleen maar starten op 7 januari 2013 om de ventilatoren in de afgesloten zones niet te onderbreken tijdens de eindejaarsverloven en zullen verplichtend de kruipruimtes in hetzelfde werkzone bevatten;

overwegende dat, door de reden dat de afgezonderde zones met een mechanische luchtextractie behandeld zijn, het niet mogelijk is om de huidige werken te stoppen of op te schorten om de proliferatie van vrijgelaten in de lucht asbestfibers te vermijden;

overwegende dat, op datum van 7 januari 2013 begint de termijn van 3 maanden geldigheid van de leefmilieuvergunning toegekend op 10 december 2012 om de eerste bijkomende werken te beëindigen (zie College van 11 oktober 2012) en om de asbestverwijdering van de kruipruimtes uit te voeren;

overwegende dat er overtredingen zullen worden opgesteld voor de aanwezigheid van asbest in de kruipruimtes als de asbestverwijdering niet beëindigd is na deze 3 maanden en een nieuwe leefmilieuvergunning zal moeten aangevraagd worden door ACLAGRO (of door de nieuwe inschrijver indien er een nieuwe aanbesteding is);

overwegende dat de connecties in de buizen en in de toegangsbaaien, aanwezig tussen de lokalen op het gelijkvloers van de paviljoenen en hun respectieve kruipruimtes, het noodzakelijk maakt om deze lokale in dezelfde afgezonderde zone in te schrijven en kunnen niet apart worden behandeld omdat ze deelnemen aan de verspreiding van niet

gebonden asbestdeeltjes;

overwegende dat het slechte staat van de asbesthoudende isolatie in de kruipruimtes een reëel gevaar betekent voor de openbare gezondheid, door de besmetting van het personeel aanwezig op de werf (personeel van ACLAGRO, gemeentelijke werkmannen van de tijdelijke stortplaats, personeel van de Bouwheer,...), en voor de inwoners ;

overwegende dat de werf de aandacht trekt van het publiek en volgende onaangenaamheden veroorzaakt:

- onophoudelijke aanwezigheid van « bezoekers » of dakloze mensen, die de afgezonderde zones beschadigen en die hun eigen gezondheid in gevaar brengen, alsook de gezondheid van de inwoners (door het asbest die vrijgelaten wordt in de afgezonderde zones) ;
- vandalisme door daders die niet bewustzijn van de het gevaar;
- diefstal van werfmaterieel maar vooral van besmette metallische elementen (teugels, buizen,...) zoals vermeld in de per aangetekende brief van het BIM van 11 december 2012 ;
- deze diefstallen gebeuren steeds meer en meer dichterbij de kruipruimtes en laten veronderstellen dat diefstallen van metallische buizen met verspreiding van het asbest op de openbare wegen kunnen gebeuren tijdens te lange werkonderbrekingen. De voornaamste toegang onder het paviljoen 4 en de bijwerking van de buitenluiken die toegang geven naar de kruipruimtes zullen het indringen gemakkelijker maken;
- het toezicht door de gemeentelijke werkmannen van de stortplaats, het voorbijgaan van politiepatrouilles en van stewards of de sluiting van de baaien zijn niet genoeg om de attractie voor diefstallen van metaal te betomen;

overwegende dat het dus noodzakelijk is om alsook de kruipruimte te afsluiten en om dringend de asbestverwijdering uit te voeren, omdat er nog werken uitgevoerd zullen worden op het gelijkvloers van het paviljoen n°4 gedurende heel de maand januari 2013 ;

overwegende de forfaitaire offerte voorgesteld door de firma ACLAGRO op 14 december 2012 voor een bedrag van de 467.205,74 € exclusief BTW voor de asbestverwijdering van de kruipruimtes en die deel maakt van deze beraadslaging ;

overwegende dat, indien de asbesthoudende isolatie in de kruipruimtes identiek is dan de buizen voorzien in de basiswerken van het bestek, het belang van het bedrag voor de verwijdering verontschuldigd kan zijn door een zeer hachelijke uitvoering zoals volgend beschreven:

- een werk die alleen maar per hand kan gebeuren door de onmogelijkheid om het metselwerk te breken zonder verspreiding van de asbestfibers of om een

- elektrische machine te gebruiken;
- de uitvoering van gaten in de gelijkvloertegel van de 4 paviljoenen voor de gemakkelijke opruiming van het zand, na afzondering van de zone en instelling van een ontsmettingssluis voor het personeel ;
- het afhalen van de asbesthoudende isolatie rond de buizen en/of het schoonmaken van deze buizen, onder een werkhoogte van 60 cm tot 120 cm, in een zeer nauwe en zonder daglicht omgeving ;
- een rendement per uur dat lager zal zijn voor het afhalen van meters of isolatie;
- Meer personeel aan de uitgang van de kruipruimtes om de veiligheid van de schoonmakers te garanderen gedurende de werken (2 werkmannen buiten en 4 binnen de kruipruimtes);
- het verwijderen van het besmette zand op de grond, na het ingepakt zal worden in plastieken zakken van maximum 5 kg en die gesloten zullen worden op heel de lengte van de paviljoenen vooraleer ze naar boven zullen gaan;

overwegende dat de kruipruimtes de laatste werken van asbestverwijdering van de paviljoenen zullen zijn en dat ze gevolg zullen worden door de afbraakwerken van de paviljoenen, toegekend aan de firma DE MEUTER NV ;

overwegende dat de offerte van ACLAGRO volgende voordelen zal hebben:

- eerbied van de leefmilieuvergunning toegekend door het BIM betreffende de verplichting om de kruipruimtes te ontsmetten tegelijkertijd de lokalen op het gelijkvloers, gerechtvaardigd door het reële gevaar van asbestverspreiding;
- vervolging van de werken zonder onderbreking, aangezien dat ACLAGRO zich ertoe verbindt om de werken van asbestverwijdering in het paviljoen 4 en de werken in de kruipruimtes samen uit te voeren;
- de officiële termijn te voorzien voor de werken in de kruipruimtes is van 99 werkdagen. Maar ACLAGRO verbindt zich ertoe om al de werken van asbestverwijdering in de paviljoenen en kruipruimtes te beëindigen voor 31 maart 2013, ten voorwaarde dat een akkoord word toegestuurd voor 15 januari 2013 ;

overwegende dat het nieuw opstarten van een openbare aanbesteding voor de asbestverwijdering in de kruipruimtes volgende nadelen meebrengt:

- het uiteennemen van elke werfinstallatie van de huidige aannemer (lucht extractietoestel, containers, werfburelen, sluizen, douchen, hekwerk, afzonderingsbeschermingen) die een verhoging van het budget zal mee brengen voor de asbestverwijdering omdat een nieuwe werfinstallatie door de nieuwe inschrijver op heel de plaats van de “Jachthof” en van nieuwe infrastructuur voor de ontsmetting van het personeel nodig zal zijn ;
- de verhoging van de administratieve- en uitvoeringstermijnen: Gemeenteraad voor de keuze van de opdrachtmodus + 40 dagen voor de goedkeuring van de Toezichtautoriteit + publicatie van opdrachtbericht + afgeven van de offerten en analyse (met mogelijkheid van rechtvaardiging van de offertes) + College voor

het toekennen van de opdracht + 40 dagen voor de goedkeuring van de Toezichtautoriteit + termijn van het BIM om een nieuwe leefmilieuvergunning uit te leveren aan de nieuwe aannemer + 100 dagen officiële uitvoeringswerken (beginnend na het einde van de bouwverloven in de zomer 2013). Met als gevolg dat de planning pas zal beginnen einde 2013, zonder rekening te houden met de 40 uitvoeringsdagen van de firma DE MEUTER NV gekozen voor de afbraak van de paviljoenen;

- door dit is het mogelijk dat de firma DE MEUTER NV zicht terugtrekt, de Openbare werken hebben hen inderdaad de opdracht genotificeerd op 31 mei 2012 voor de afbraak van de paviljoenen; geen enkele datum voor het einde van de asbestverwijdering kon hen worden gegeven ;
- een nieuwe aannemer zal rekening moet houden met de termijn om een nieuwe leefmilieuvergunning te behalen (1 tot 3 maanden procedure);
- de verplichting voor de inschrijvers om de kruipruimtes te bezoeken met specifieke beschermingen (volledige overall en masker) + de behandeling van het afval van het beschermingsmateriaal ;
- de leefmilieuvergunning toegekend op 10 december 2012 moet uitgebuit worden binnen een termijn van twee jaar vanaf deze datum, als de zones afgezonderd kunnen blijven of dat ze geen risico voor besmetting of verspreiding bevatten (wat al wordt betwist door het BIM in zijn brief van 11 december 2012). Maar ACLAGRO moet al de vergunning uitbuiten vanaf 7 januari 2013 voor een bevoegde werkperiode van maximum 3 maanden, om de eerste bijkomende werken te beëindigen met de verplichting voor de kruipruimtes ;
- een onderbreking van de werf en het gebrek aan afzondering van de kruipruimtes, schadelijk voor de openbare gezondheid, tussen het einde van de werken besteld bij ACLAGRO en de nieuwe werken toegekend aan een nieuwe aannemer. Door deze stopzetting van de werken zal de Gemeente het onderwerp worden aan de overtredingen en boeten vastgesteld door het BIM omdat de asbestverwijdering in de kruipruimtes niet beëindigt zijn en de verspreiding zal steeds aanwezig zijn en gevaarlijk zijn voor de inwoners ;
- deze onderbreking zal ook de beschadiging van het asbest vergemakkelijken, alsook de diefstallen in de paviljoenen en zal dus ook de verspreiding van de asbestfibers in de lucht en de verstrooiing van besmette metalen vergemakkelijken ;
- de werf heeft een dagelijks toezicht nodig (om diefstallen en vandalisme te voorkomen,...), wekelijkse officiële controletesten van de lucht en een permanente ventilatie van de afgezonderde zones; een te lange onderbreking van de werf voor enige reden zal een risico voor de openbare gezondheid meebrengen ;
- de mogelijkheid van een budgettaire wijziging door de nieuwe opdracht ;

overwegende dat het totaal van de basiswerken en van de bijkomende werken, inclusief de kruipruimtes, aangerekend moet worden op budgettair artikel 104/72212-60 (Gemeentehuis – Bouwwerken) van het boekjaar 2012, gestemd op 19 december 2011 door de Gemeenteraad en die een krediet van 5.870.000,00 € (buiten enveloppe)

voorziet voor het begin van het project ;

gezien artikel 7 van het Koninklijke besluit van 26 september 1996 die de opdrachtgever de toestemming geeft om eenzijdige wijzigingen aan te brengen aan de originele aanbesteding, ten voorwaarde dat hij het object ervan niet verandert, om bijkomen werken te kunnen bestellen;

BESLUIT

Artikel 1^{er}

Om de beslissing van het College op 11 oktober 2012 betreffende de instelling van een nieuwe openbare aanbesteding voor de werken van de asbestverwijdering in de kruipruimtes te vernietigen;

Artikel 2

Om volgende aanvullende werken te aanvaarden en ze bij de aannemer ACLAGRO voor een forfaitair bedrag van 467.205,74 € exclusief 21% BTW te bestellen:

- * Her verrichten van openingen in de grondtegels om de werken voor de asbestverwijdering te kunnen uitvoeren in de kruipruimtes voor een bedrag van 17.472,00 € exclusief BTW ;
- * Het afhalen van de isolatie rond de buizen in de kruipruimtes, voor een bedrag van 146.555,17 € exclusief BTW ;
- * Het afhalen van het gecontamineerde zand in de kruipruimtes voor een bedrag van 288.992,50 € exclusief BTW ;
- * Het transport en het onderwerken van het gecontamineerde zand naar een klasse 1 behandelingscentrum voor een bedrag van 14.186,07 € exclusief BTW ;

Artikel 3

Om de kosten van heel de basiswerken, de overschrijding van de tijdelijke kwantiteiten en heel de bijkomende werken voor de asbestverwijdering op 1.135.851,62 € exclusief BTW en exclusief herzieningskosten te herschatten;

Artikel 4

Om de officiële aanvullende termijn van 99 werkdagen voor de bijkomende werken in de kruipruimtes te aanvaarden;

Artikel 5

Om akte te nemen van de belofte van ACLAGRO om de werken in de kruipruimtes te beëindigen voor 31 maart 2013, op voorwaarde dat de werken besteld worden op 15 januari 2013 ;

Artikel 6

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
33 stemmers : 29 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Hebben ja gestemd:

Vincent DE WOLF, Burgemeester-Voorzitter;
Patrick LENAERS, Marie-Rose GEUTEN, Rik JELLEMA, Françoise BERTIEAUX,
Frank VAN BOCKSTAL, Bernard de MARCKEN de MERKEN, Colette
NJOMGANG, Rik BAETEN, Schepenen;
Eliane PAULISSEN, Jean-Luc ROBERT, Laurent VLEMINCKX, Françoise
CARTON de WIART, Jean LAURENT, Gisèle MANDAILA, Christophe GASIA,
Christina KARKAN, Chantal HOORNAERT, Marie-Louise SERVVAIS, Aziz ES,
Josianne PARDONGE, Virginie TAITTINGER, Christian de BECO, Arnaud VAN
PRAET, Marc LEMAIRE, Marie COLINET, John BUYANI ILUNGU, Imad
BENARAFI, Gemeenteraadsleden.

Hebben zich onthouden:

André du BUS, Kathy MOTTET, Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, Damien
GERARD.

*Op verzoek van dhr. du Bus wordt er een fotoreportage gemaakt van de gebouwen die
gesloopt zullen worden.*

*Aziz Es quitte la séance
Aziz Es verlaat de zitting*

14.01.2013/A/014 **Associations de commerçants reconnues - Comptes 2011 - Budget 2012 -
Approbation
Erkende Handelaarsverenigingen - Rekeningen 2011 - Begroting 2012 -
Goedkeuring**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 17.600€ en faveur des associations de commerçants
d'Etterbeek a été inscrit à l'article 520/332.02/02 du budget 2012 de la Commune
d'Etterbeek, à répartir entre 8 associations (2.200€ par association) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le ministre de la région Bruxelloise précisent
que les comptes et budgets des asbl subsidiées par les communes doivent être adoptés
par les conseils communaux compétents ;

Vu les comptes 2011 des associations de commerçants (Quartier champs, Ilot Chasse,
Faubourg Cinquantenaire, Shopping Club Thieffry, Quartier Hôtel Communal, De La

chasse à Mérode, Shopping Chasse Animation, Brussels Europe Jourdan) ;

Vu les Budgets 2012 de ces huit associations de commerçants ;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE

D'Approuver les comptes 2011 et les budgets 2012 des huit associations de commerçants reconnues (Quartier champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire, Shopping Club Thieffry, Quartier Hôtel Communal, De La chasse à Mérode, Shopping Chasse Animation, Brussels Europe Jourdan) tels repris en annexe et d'autoriser la libération de ce montant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

De gemeenteraad,

overwegende dat een subsidie van 17.600€, ten gunste van de Etterbeekse handelaarverenigingen op artikel 520/332.02/20 van de begroting 2012 van de Gemeente Etterbeek werd ingeschreven, dit bedrag moet tussen vier verenigingen rechtvaardige verdeeld worden (2.200€ per vereniging) ;

aangezien de instructies van de Minister van het Brussels Hoofdsteljk Gewest voorschrijven van de rekening en de begroting van de VZW's die genieten van een gemeentelijke subsidie, moeten goedgekeurd worden door de bevoegde gemeenteraden ;

gezien dat de rekening van 2011 van de handelaarsverenigingen (Quartier champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire, Shopping Club Thieffry, Quartier Hôtel Communal, De La chasse à Mérode, Shopping Chasse Animation, Brussels Europe Jourdan) ;

gezien de begrotingen van 2012 van deze acht handelaarverenigingen ;

gezien op de artikels 93 en 117 van de nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

de Rekening 2011 en de begroting 2012 van de acht handelaarverenigingen (Quartier Champs, Ilot Chasse, Faubourg Cinquantenaire, Shopping Club Thieffry, Quartier Hôtel Communal, De La Chasse à Mérode, Shopping Chasse Animation, Brussels Europe Jourdan) goed te keuren, zoals ze in bijlage zijn gevoegd en de storting van dit

bedrag toe te laten.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Aziz Es entre en séance

Aziz Es treedt in zitting

14.01.2013/A/015 **PV DE VERIFICATION DE LA CAISSE DU RECEVEUR-2 ET 3 TRIM.2012.**
PV NAZICHT VAN DE KAS VAN DE ONTVANGER-2 EN - 3 TRIM.2012.

En annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Zie bijlage.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

14.01.2013/A/016 **A.S.B.L. "Centre culturel d'Etterbeek" Comptes 2011 et budget 2012.**
V.Z.W."Cultureel Centrum van Etterbeek" - Rekeningen 2011 - Begroting 2012.

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 228.604 € a été proposé en faveur de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » au budget ordinaire 2012 de la commune d'Etterbeek (art.762/33202/10) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des A.S.B.L. subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu'il s'agit d'une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du nouveau décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2011 et le budget 2012 arrêtés par l'Assemblée Générale de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D'approuver les comptes 2011 et le budget 2012 de l'A.S.B.L. « Centre Culturel d'Etterbeek », tels qu'ils sont annexés à la présente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

De gemeenteraad

overwegende dat een toelage van 228.604 € ten gunste van het Cultureel Centrum van Etterbeek op artikel 762/33202/10 van de begroting 2012 werd voorgesteld ;

aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.'s gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het nieuw decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

gelet op de rekening 2011 en de begroting 2012 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » ;

gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

de rekeningen 2011 en begroting 2012 van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » zoals bijgevoegd, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

14.01.2013/A/017 **Interpellation de Mme. De Henau relative au stationnement communal.**
Interpellatie van mevr. De Henau betreffende het parkeren in de gemeente.

Monsieur le Bourgmestre,

Le 25 juin 2012, je vous ai interpellé sur le stationnement communal et les horodateurs. Vous aviez répondu à mes questions et j'avais compris que les problèmes de vérification de la qualité d'habitant à Etterbeek étaient quasi tous en place d'être

résolus, que le système des tickets à prendre était supprimé et que vous alliez réunir la commission de la mobilité en septembre afin de toiletter le texte du nouveau règlement-taxe voté.

Malheureusement, il semble que tout ne soit pas résolu : des plaintes se font encore entendre concernant :

- 1/ Des PV indûment placés sur les véhicules , notamment le samedi dans des zones où le stationnement est autorisé le jour-là ou lors du stationnement sur une zone réservée par la personne même pour un déménagement.
- 2/ Concernant la durée du parking visiteur non-conforme aux tickets délivrés à cet effet
- 3/ Des stationnements intempestifs devant des entrées de garages d'immeubles et la non-verbalisation des contrevenants.
- 4/ Des problèmes de vieillissement de la puce des cartes d'habitant.
- 5/ De la non-possibilité de stationner gratuitement une voiture partagée ou en co-voiturage dont l'assurance n'est pas au nom de l'habitant.
- 6/ Des rapports conflictuels avec certains stewards alors que l'habitant est dans son droit.

Maintenant que vous annoncez le déménagement du service stationnement à côté de la police de la chaussée ST Pierre, pourriez-vous m'assurer :

- 1/ Que le nouveau logiciel des entrants /sortants est bien activé ?
- 2/ Qu'une commission de la mobilité se réunira dans les plus brefs délais afin de toiletter le texte du règlement-taxe ?
- 3/ Que les différents points décrits plus hauts retiendront votre attention et votre action afin d'offrir aux habitants une véritable politique de stationnement à leur service ?
- 4/ Qu'une campagne d'information précise sera organisée à l'attention des stewards ET des habitants sur les décisions qui seront prises.

En vous remerciant de votre bonne attention, je vous adresse, Monsieur le Bourgmestre, mes sentiments distingués,

Corinne De Henau

Monseur le Bourgmestre répond ce qui suit:

1/ Que le nouveau logiciel des entrants /sortants est bien activé ?

Les numéros de plaques des habitants sont tous encodés dans les terminaux des stewards. Un habitant qui se gare en zone verte sans la prise d'un ticket ne se fait plus taxer puisque le steward est averti par son terminal (pocket). La diminution du pourcentage d'annulation de taxes par rapport à l'année précédente en est la preuve.

Concernant le logiciel destiné à lier le flux des habitants entrants et sortants aux pockets des stewards, il avait été décidé de l'installer après le déménagement du service chaussée St Pierre. La société qui est chargée d'installer le programme (CEVI) doit passer incessamment mais en attendant les flux des habitants sont encodés manuellement dans les pockets.

2/ Qu'une commission de la mobilité se réunira dans les plus brefs délais afin de toiler le texte du règlement-taxe ?

Comme promis précédemment, le toilettage du règlement-taxe a été réalisé et peut être présenté lors d'une commission Mobilité prévue dans le courant du mois de février 2013.

3/ Que les différents points décrits plus hauts retiendront votre attention et votre action afin d'offrir aux habitants une véritable politique de stationnement à leur service ?

Vu l'ancienneté des certains horodateurs (plus de 11 ans dans certains quartiers), ceux-ci commencent à démontrer des problèmes techniques. Les problèmes se situent surtout au niveau des lecteurs de cartes (visiteurs). Les horodateurs de la première génération sont équipés d'anciens lecteurs dont les pièces de rechanges ne sont plus disponibles. Il est prévu qu'une grande partie (+/- 200 horodateurs) du parc sera renouvelée en 2013 (attendre l'approbation du budget par le Collège et le marché public). Pour remédier à ce problème, les plaques des habitants ont été introduites dans les terminaux de nos stewards. En ce qui concerne l'impossibilité de retirer des tickets visiteurs de certains horodateurs, une lettre d'information a été envoyée afin d'informer les habitants de la procédure à suivre (mot d'explication + disque bleu = 2 heures de stationnement).

Concernant le stationnement d'un véhicule devant un garage il s'agit de compétences de la Police ou de la Commune via amendes administratives (entrave au passage).

Lorsque la puce sur la carte habitant/visiteur est défectueuse celle-ci est remplacée gratuitement.

Cambio (voiture sharing) bénéficie d'une gratuité totale dans toutes les zones vertes de la commune.

Pour la délivrance d'une carte habitant, nous nous basons uniquement sur le certificat d'immatriculation (qui doit être au nom de l'habitant) comme le règlement « Taxe sur le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique » le prévoit à son article 3B .

Si nous devons délivrer des cartes habitants pour des véhicules dont le certificat d'immatriculation ne serait pas au nom d'un habitant, il y aurait beaucoup de fraude (et

moins de places de stationnement pour les « vrais » véhicules des habitants).

En ce qui concerne les conflits, nous n'enregistrons que très rarement des plaintes d'habitants.

4/ Qu'une campagne d'information précise sera organisée à l'attention des stewards ET des habitants sur les décisions qui seront prises.

Certainement.

Entendue

33 votants : 33 votes positifs.

Mijnheer de burgemeester,

Op 25 juni 2012 heb ik u geïnterpelleerd over het parkeren in de gemeente en de parkeermeters. U hebt een antwoord gegeven op mijn vragen en ik had begrepen dat de problemen met het nagaan of iemand bewoner is van Etterbeek bijna allemaal opgelost geraakten, dat het systeem waarbij mensen een ticket moesten afhalen afgeschaft was en dat u de commissie Mobiliteit in september bijeen ging roepen om de tekst van het recentelijk goedgekeurde reglement bij te werken.

Helaas lijkt het erop dat niet alles opgelost is: er zijn nog klachten over:

1/verkeerdelijk uitgedeelde boetes op de wagens, vooral op zaterdag in zones waar het parkeren die dag is toegestaan of bij parkeren in een zone die de persoon zelf gereserveerd heeft voor een verhuizing.

2/ de duur van het parkeren voor bezoekers komt niet overeen met de tickets die hiervoor uitgereikt worden.

3/ het hinderlijk parkeren voor de ingangen van de garages van appartementsgebouwen en het feit dat overtreders niet geverbaliseerd worden.

4/ problemen met verouderde chips van bewonerskaarten

5/ de onmogelijkheid om gratis te parkeren met een gedeelde of carpoolwagen waarvan de verzekering niet op naam van de bewoners staat.

6/ moeilijke omgang met sommige stewards terwijl de bewoner in zijn recht is.

Nu u aankondigt dat de Parkeerdienst verhuist naar een lokaal in de Sint-Pieterssteenweg naast de politie, kunt u mij verzekeren:

1/ dat het nieuwe programma voor de binnenkomende/uitgaande bewoners wel degelijk geactiveerd is?

2/ dat er zo snel mogelijk een commissie van mobiliteit bijeenkomt om de tekst van het belastingreglement bij te werken?

3/ dat u de bovenvermelde punten ter harte zult nemen en actie zult ondernemen om de bewoners een parkeerbeleid te bieden dat tot hun dienst staat?

4/ dat er een duidelijke campagne georganiseerd wordt gericht op de stewards EN de bewoners over de beslissingen die genomen zullen worden.

Dank bij voorbaat voor uw aandacht,

Corinne De Henau

Mijnheer de Burgemeester antwoordt als volgt:

1/ Dat het nieuwe programma voor de binnenkomende/uitgaande bewoners wel degelijk geactiveerd is?

De nummerplaten van de bewoners staan allemaal geregistreerd in de terminals van de stewards. Een bewoner die in de groene zone geparkeerd staat zonder een ticket af te halen wordt niet meer belast doordat de terminal de steward waarschuwt dat het om een bewoner gaat. Dit blijkt uit de daling van het percentage geannuleerde belastingen in vergelijking met vorig jaar.

Wat het programma betreft dat bestemd is voor het beheer van de stroom van binnenkomende en uitgaande inwoners, werd er beslist om dit pas na de verhuizing van de dienst naar de Sint-Pieterssteenweg te installeren. De firma die het programma zal installeren moet binnenkort langskomen, maar voorlopig wordt de flux van inwoners manueel ingevoerd in de pockets.

2/ dat er zo snel mogelijk een commissie van mobiliteit bijeenkomt om de tekst van het belastingreglement bij te werken?

Zoals voordien beloofd werd het belastingreglement bijgewerkt en kan het voorgesteld worden op een mobiliteitscommissie in de loop van de maand februari 2013.

3/ dat u de bovenvermelde punten ter harte zult nemen en actie zult ondernemen om de bewoners een parkeerbeleid te bieden dat tot hun dienst staat?

Door de hoge leeftijd van bepaalde parkeermeters (meer dan 11 jaar oud in bepaalde wijken) beginnen sommige van deze toestellen technische problemen te vertonen. De problemen doen zich vooral voor met de kaartlezers (bezoekerskaarten). De parkeermeters van de eerste generatie zijn voorzien van oude kaartlezers waarvoor er geen vervangingsonderdelen meer verkrijgbaar zijn. We zijn van plan om een groot deel (+/- 200 parkeermeters) van de parkeermeters te vernieuwen in 2013 (we wachten nog op de goedkeuring van de begroting door het college en de overheidsopdracht). Om dit probleem te verhelpen hebben we de nummerplaten van de inwoners ingevoerd in de terminals van onze stewards.

Met betrekking tot de onmogelijkheid om bezoekerstickets af te halen bij sommige parkeermeters: hiervoor werd een brief verstuurd om de bewoners te informeren over de te volgen procedure (uitleg + blauwe schijf = 2 uur parkeren).

Voertuigen die geparkeerd staan voor een garage vallen onder de bevoegdheid van de politie of de gemeente, die hiervoor administratieve boetes kunnen uitschrijven (belemmering van doorgang).

Wanneer de chip op de bewoners/bezoekerskaart defect is, wordt deze gratis vervangen.

Met Cambio-voertuigen (autodelen) kan je geheel gratis parkeren in alle groene zones van de gemeente. Voor de uitreiking van een bewonerskaart baseren wij ons enkel op het inschrijvingsbewijs (dat op naam van de bewoners moet staan) zoals bepaald is door het reglement 'belasting op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg' in artikel 3B.

Als we bewonerskaarten zouden uitreiken voor voertuigen waarvan het inschrijvingsbewijs niet op naam van een bewoner staat, zou er veel meer fraude

gepleegd worden (met minder parkeerplaatsen voor de 'echte' voertuigen van bewoners tot gevolg).

Wij ontvangen slechts zelden klachten van bewoners over conflicten met de stewards.

4/ dat er een duidelijke infocampagne georganiseerd wordt gericht op de stewards EN de bewoners over de beslissingen die genomen zullen worden.

Jazeker.

Gehoord

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

14.01.2013/A/018 **Interpellation de M. Gérard relative à la rénovation de la Place Jourdan.**
Interpellatie van dhr. Gérard betreffende de renovatie van het Jourdanplein.

Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur l'Echevin des travaux publics,

Les Etterbeekoïses, et en particulier les riverains et les commerçants, n'en peuvent plus d'attendre la concrétisation de la rénovation de la Place Jourdan. Beaucoup n'y croient plus et ne se sentent même plus concernés. D'autres se lamentent, et il y a de quoi vu l'état actuel de la place et de la voirie qui la borde (surtout du côté Senghor).

Il est temps d'agir et d'informer à nouveau la population sur l'état d'avancement de ce projet dont l'immobilisme rejaillit sur l'ensemble de la commune et de ses responsables, en particulier les élus qui en ont la charge.

Afin de permettre à chacun de pouvoir apporter une réponse claire à nos concitoyens quant au statut du projet de rénovation, je vous serais reconnaissant de bien vouloir apporter une réponse aux questions suivantes :

1/ Quel est précisément le projet de rénovation de la Place Jourdan actuellement envisagé ? Quelles sont les voiries qui seront effectivement condamnées ? Des places de parking seront-elles toujours prévues sur la place et, dans l'affirmative, combien ?

Quels autres aménagements sont-ils prévus (espace piéton sur la place, etc.) ? Un plan précis peut-il être communiqué aux membres du Conseil par courrier ?

2/ Quel est le coût envisagé pour la rénovation de la place ? Où en sont les négociations avec Beliris ? Un agenda précis des travaux a-t-il été mis en place ? Dans l'affirmative, merci de communiquer cet agenda aux membres du Conseil. Dans la négative, pourquoi un tel agenda n'est-il pas encore disponible ?

3/ Quels sont les mécanismes de concertation mis en place afin d'informer les riverains, les commerçants et leurs clients de l'état d'avancement du projet et, le cas échéant, de l'agenda de rénovation défini avec Beliris ? Quel est le planning envisagé à cet effet ? Quels outils d'informations et itinéraires de déviation sont-ils envisagés dans le cadre des travaux ?

Veillez trouver ici, Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'Echevin des travaux publics, l'expression de ma considération et de mes plus cordiales et respectueuses salutations.

Damien GERARD

Monsieur le Bourgmestre répond ce qui suit:

1) Quel est précisément le projet de rénovation de la Place Jourdan actuellement envisagé ? Quelles sont les voiries qui seront effectivement condamnées ? Des places de parking seront-elles toujours prévues sur la place et, dans l'affirmative, combien ? Quels autres aménagements sont-ils prévus (espace piéton sur la place, etc.) ? Un plan précis peut-il être communiqué aux membres du Conseil communal par courrier ?

Tout d'abord, une petite synthèse historique du dossier mérite d'être retracée :

- Octobre 2003 : Initiation du projet
- 2004-2005 : désignation d'un auteur de projet
- 2006 : demande communale d'étude d'un parking souterrain sous la place ;
- 2006-2007 : Production des études préliminaires (contexte urbanistique et historique, situation existante, géologie, hydrologie, enquête statistique auprès des habitants, des usagers, et des commerçants,...)
- Fin 2007 : définition d'un premier scénario de mobilité, avec le passage des bus sur la place dans les deux sens et un parking souterrain sous la place ;
- 2008 : ateliers participatifs ;

- Mai 2008 : production du premier schéma directeur d'aménagement
- Mars 2009 : Adoption d'un second scénario de mobilité, avec report des bus sur leur itinéraire actuel (d'où la création d'un site propre avenue du Maelbeek et devant l'hôtel).
- Décembre 2010 : Décision de remplacer le projet de construction d'un parking souterrain par l'aménagement du parking communal du Maelbeek en parking public)
- Février 2011 : Approbation sous réserves d'un second schéma directeur d'aménagement
- Aout 2012 : Clôture de la phase du Schéma d'aménagement et début de l'étude d'avant-projet;

A ce stade, nous ne disposons toujours que d'un avant-projet provisoire issu de la phase du schéma directeur initiée en 2006 et terminée en 2012. (Joint en annexe). Une première présentation de l'avant-projet a eu lieu en novembre 2012, mais ce plan doit encore être modifié sur certains points. Toutefois, les éléments essentiels sont désormais connus et n'attendent que la production d'un dossier complet approuvé pour être soumis au public. Ces éléments sont :

- Le rattachement de la place à la paroi Ouest (Carrefour) de la place. L'Extension en conséquence de l'espace piétonnier jusqu'à la voirie côté Est (Vatel) et la suppression de la voirie Ouest (Côté Carrefour). Les livraisons se font essentiellement sur l'espace piétonnier.
- La création d'une ligne de petites fontaines au sol et d'un ensemble d'arbres dans le haut de la place, entre le Vatel et l'hôtel ;
- La suppression du feu au carrefour Jourdan/Maelbeek/Etterbeek (mais maintien d'un feu à la demande pour la sortie d'école et le passage des bus), afin d'améliorer la fluidité de ce carrefour. En conséquence, suppression des mouvements de tourne-à-gauche et mise à sens unique (vers parc) de la voirie côté hôtel. Les bus bénéficieront d'un by-pass réservé pour tourner en direction de l'avenue du Maelbeek ;
- Transfert de l'essentiel du parking public de surface dans le parking Communal souterrain du Maelbeek, situé sous le petit parc public à côté de la place, et dans le parking Forte Dei Marmi. Une trentaine de places de très courtes durées seront maintenues sur la place ;
- Amélioration de la desserte en transports publics : outre les améliorations prévues pour la régularité des bus dans le quartier, le bus 59 empruntera le même itinéraire que le 60 dans le quartier et desservira en conséquence directement la place. C'est une des conséquences du plan de circulation qui vise à concentrer le trafic de transit sur les grands axes du quartier

2) Quel est le coût envisagé pour la rénovation de la place ? Où en sont les négociations avec Beliris ? Un agenda précis des travaux a-t-il été mis en place ? Dans

*l'affirmative, merci de communiquer cet agenda aux membres du Conseil communal.
Dans la négative, pourquoi un tel agenda n'est-il pas encore disponible ?*

- Le budget prévu par Beliris est de € 3.000.000 pour la place Jourdan, et € 600.000 pour le parking du Maelbeek et le jardin Jo Heyne. Pour le planning, nous ne disposons pas d'agenda fiable, notamment parce que Beliris a choisi de séparer les marchés d'aménagement du parking du Maelbeek et de la place Jourdan, alors qu'il paraît inimaginable d'aller à l'enquête publique sans présenter une solution globale pour le parking.
- Si tout va bien, nous pouvons espérer l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme en mai 2013 et une enquête publique en juin ou septembre. Le permis pourrait donc être délivré fin 2013. En supposant qu'il n'y ait pas de recours, il faut encore constituer le dossier d'adjudication publique et passer un marché de travaux (fin 2014 si tout va bien). Enfin, il faudra programmer le chantier en fonction des autres chantiers pour ne pas complètement bloquer le quartier. En somme, nous ne voyons pas un chantier débiter avant 2015, voire 2016.

3) Quels sont les mécanismes de concertation mis en place afin d'informer les riverains, les commerçants et leurs clients de l'état d'avancement du projet et, le cas échéant, de l'agenda de rénovation défini avec Beliris? Quel est le planning envisagé à cet effet ? Quels outils d'information et itinéraires de déviation sont envisagés dans le cadre des travaux ?

- La majeure partie des mécanismes de concertation a été menée dans la phase du schéma directeur il y a quelques années. Pour rappel, 3 enquêtes ont été menées auprès des habitants, des Commerçants, et des usagers/clients. Ces actions ont surtout permis de mettre en relief les divergences de vues fondamentales qui existent entre les commerçants d'une part, les habitants et les usagers/clients d'autre part. Des réunions publiques ainsi que des réunions spécifiques (commerçants, gestionnaire du marché, friterie,...) ont eu lieu, ainsi que des ateliers participatifs destinés à permettre aux différents acteurs de la place de dialoguer. A cela viennent se rajouter les exigences d'acteurs régionaux tels que la STIB et les différentes composantes de l'administration régionale. Tout cela amène forcément l'auteur de projet et le maître d'ouvrage à proposer la solution de compromis à laquelle nous avons abouti à ce stade de la procédure.
- Pour la suite, les mécanismes de concertation devront être négociés avec Beliris. Nous ne sommes pas à la manœuvre, mais il y aura de toute façon l'enquête publique légale et la Commission de Concertation, ainsi qu'une réunion publique. La concertation débutera dans les semaines qui suivent la production des projets complets de la place, de la friterie, du jardin Jo Heyne et du parking du Maelbeek.

Les itinéraires de déviations seront définis après obtention des permis d'urbanisme. Il ne sert à rien de tirer des plans sur la comète à ce stade de la procédure. De toute façon, nous prévoyons comme d'habitude une réunion publique pour expliquer l'organisation du chantier avant le début des travaux.

Entendue

33 votants : 33 votes positifs.

Mijnheer de burgemeester,

Mijnheer de schepen van Openbare Werken,

De Etterbenaars, en vooral dan de omwonenden en handelaars zijn het wachten op de renovatie van het Jourdanplein meer dan beu. Velen geloven niet meer dat het project er ooit zal komen en verliezen hun interesse in het project. Anderen beklagen zich, en hebben hier alle redenen toe gezien de huidige staat van het plein en het omliggende wegdek (vooral aan de kant van Senghor).

Het is tijd om op te treden en om de bevolking opnieuw in te lichten over de vorderingen in dit project. Het immobilisme binnen dit dossier straalt af op de hele gemeente en haar verantwoordelijken, in het bijzonder de verkozenen die verantwoordelijk zijn voor het project.

Opdat iedereen onze medeburgers een duidelijk antwoord zou kunnen bieden verzoek ik u om te antwoorden op de volgende vragen:

Hoe ziet het renovatieproject dat momenteel op tafel ligt voor het Jourdanplein er precies uit? Welke verkeersaders zullen daadwerkelijk afgesloten worden? Wordt er nog in parkeerplaatsen voorzien op het plein en zo ja, hoeveel? Welke inrichtingen zijn verder nog gepland (voetgangerszone op het plein, enz.)? Kan er een precies plan per brief meegedeeld worden aan de gemeenteraadsleden?

Hoe ziet het kostenplaatje voor de renovatie van het plein eruit? Hoe ver staan de onderhandelingen met Beliris? Werd er een precieze agenda voor de werkzaamheden opgemaakt? Zo ja, gelieve deze agenda door te sturen naar de gemeenteraadsleden. Zo niet, waarom is zulk een agenda nog niet beschikbaar?

Welke overlegmechanismen zijn er opgezet om de omwonenden, handelaars en hun klanten op de hoogte te houden van de vorderingen in het kader van dit project en in voorkomend geval, van de agenda die met Beliris werd vastgelegd voor de renovatie? Hoe ziet de hiertoe voorziene planning eruit? Welke informatiemiddelen en omleidingswegen wil men gebruiken tijdens de werken?

Met vriendelijke groeten,

Damien Gerard.

Mijnheer de Burgemeester antwoordt als volgt:

1) Hoe ziet het renovatieproject dat momenteel op tafel ligt voor het Jourdanplein er precies uit? Welke verkeersaders zullen daadwerkelijk afgesloten worden? Wordt er nog in parkeerplaatsen voorzien op het plein en zo ja, hoeveel? Welke inrichtingen zijn verder nog gepland (voetgangerszone op het plein, enz.)? Kan er een precies plan per brief meegedeeld worden aan de gemeenteraadsleden?

Eerst is het nuttig een kleine samenvatting te geven van het verloop van dossier:

- oktober 2003: begin van het project
- 2004-2005: aanstelling van een projectauteur
- 2006: aanvraag door de gemeente van een ondergrondse parking onder het Jourdanplein
- 2006-2007: voorstudies (stedenbouwkundige en historische context, bestaande situatie, geologie, hydrologie, statistisch onderzoek bij bewoners, gebruikers en handelaars ...)
- eind 2007: opmaak van een eerste mobiliteitsscenario, met doorgang van bussen over het plein in de twee richtingen en een ondergrondse parking onder het plein
- 2008: participatieve workshops
- mei 2008: opmaak van het eerste richtschema van aanleg
- maart 2009: goedkeuring van een tweede mobiliteitsscenario met behoud van bussen op hun huidige reisweg (aanleg van een eigen bedding in de Maalbeeklaan en voor het hotel).
- december 2010: beslissing om het project voor de bouw van een ondergrondse parking te vervangen door de gemeentelijke Maalbeekparking om te vormen tot een openbare parking.
- februari 2011: goedkeuring onder voorbehoud van een tweede richtschema van aanleg

- augustus 2012: beëindiging van de fase van het aanlegplan en aanvang van de voorontwerpstudie

In dit stadium beschikken we nog steeds enkel over een voorlopig voorontwerp afkomstig uit de fase van het richtschema die opgestart werd in 2006 en beëindigd in 2012 (zie bijlage). Een eerste presentatie van het voorontwerp vond plaats in november 2012, maar dit plan moet nog op enkele punten gewijzigd worden. Toch zijn de voornaamste elementen ondertussen bekend en is het enkel nog wachten op de opmaak van een volledig en goedgekeurd dossier om voor te leggen aan het publiek. De voornaamste elementen hiervan zijn:

- De aanhechting van het plein met de westelijke zijde (kruispunt). De hieruitvolgende uitbreiding van de voetgangerszone tot aan de weg aan de oostelijke zijde (Vatel) en de afschaffing van de weg aan de westzijde (kant van het kruispunt). De leveringen worden hoofdzakelijk uitgevoerd op de voetgangerszone.
- aanleg van een reeks fonteintjes op de grond en een geheel van bomen bovenaan het plein, tussen de Vatel en het hotel;
- de afschaffing van de verkeerslichten op het kruispunt Jourdan/Maalbeek/Etterbeek (maar behoud van een verkeerslicht op aanvraag voor de uitgang van de school en de doorgang van bussen) om de doorstroming van dit kruispunt te verbeteren. Hierdoor kunnen wagens niet meer naar links afslaan en wordt de weg naast het hotel (in de richting van het park) een eenrichtingsstraat. De bussen krijgen een bypass voorbehouden voor bussen om in de richting van de Maalbeeklaan te draaien;
- Het overgrote aandeel van de bovengrondse openbare parkeergelegenheid wordt ondergebracht in de ondergrondse gemeentelijke parking van de Maalbeek, onder het kleine vergeten parkje naast het plein, en in de Forte-dei-Marmiparking. Een dertigtal parkeerplaatsen van zeer korte duur worden behouden op het plein;
- Verbetering van de bediening door het openbaar vervoer. Naast de geplande verbeteringen voor de regelmatigheid van de bussen in de wijk, zal bus 59 in de wijk dezelfde route volgen als bus 60 en bijgevolg rechtstreeks het plein bedienen. Het is een van de gevolgen van het verkeersplan dat bedoeld is om het transitverkeer te concentreren op de grote verkeersassen van de wijk.

2) Hoe ziet het kostenplaatje voor de renovatie van het plein eruit? Hoever staan de onderhandelingen met Beliris? Wordt er een precieze agenda voor de werkzaamheden opgemaakt? Zo ja, gelieve deze agenda door te sturen naar de gemeenteraadsleden. Zo niet, waarom is een dergelijke agenda nog niet beschikbaar?

- Het budget dat Beliris uittrekt, bedraagt € 3.000.000 voor het Jourdanplein, en € 600.000 voor de parkeerplaats van de Maalbeek en de Jo Heynetuin. We beschikken nog niet over een precieze kalender wat de planning betreft, met name omdat Beliris ervoor gekozen heeft de overheidsopdrachten voor de aanleg van de Maalbeekparking en die van het Jourdanplein afzonderlijk uit te schrijven, hoewel het ondenkbaar lijkt om een openbaar onderzoek te houden zonder een globale oplossing voor te stellen voor het parkeerterrein.
- Als alles goed verloopt kunnen we hopelijk een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning indienen in mei 2013 en een openbaar onderzoek houden in juni of september. De vergunning zou dus eind 2013 uitgereikt kunnen worden. Zelfs als er geen beroep ingesteld wordt, moeten we nog het dossier van openbare aanbesteding samenstellen en een overheidsopdracht voor werken uitschrijven (eind 2014 als alles goed gaat). Tot slot moeten de werken ingepast worden tussen de andere werkzaamheden opdat de wijk niet volledig geblokkeerd raakt. Kortom, we verwachten niet dat de werken voor 2015 of zelfs 2016 zullen starten.

3) Welke overlegmechanismen zijn er opgezet om de omwonenden, handelaars en hun klanten op de hoogte te houden van de vorderingen in het kader van dit project en in voorkomend geval, van de agenda die met Beliris werd vastgelegd voor de renovatie? Hoe ziet de hiertoe voorziene planning eruit? Welke informatiemiddelen en omleidingswegen wil men gebruiken tijdens de werken?

- Het merendeel van de overlegmomenten vonden enkele jaren geleden plaats tijdens de fase van het richtschema. Zo zijn er drie enquêtes gevoerd bij de bewoners, de handelaars en de gebruikers/klanten. Hieruit bleken vooral de fundamentele verschillen tussen de standpunten van enerzijds de handelaars en anderzijds de bewoners en de gebruikers/klanten. Er werden openbare vergaderingen georganiseerd evenals specifieke vergaderingen (handelaars, marktbeheerder, frietkraam ...) evenals participatieve workshops om de verschillende actoren met elkaar in dialoog te brengen. Daarbij komen de eisen van de regionale spelers zoals de MIVB en de verschillende departementen van de gewestelijke administratie. Dit alles brengt de projectauteur en de opdrachtgever ertoe de compromisoplossing voor te stellen die in dit stadium van de procedure voorligt.
- Vervolgens moet er onderhandeld worden met Beliris over de overlegmechanismen. Wij zijn niet aan zet, maar er komt sowieso een wettelijk opgelegd openbaar onderzoek en de overlegcommissie, net als een openbare vergadering. Het overleg gaat van start zodra de ontwerpen voor het plein, het frietkraam, de Jo Heynetuin en de Maalbeekparking volledig uitgewerkt zijn.

De routes van de omléidingen worden vastgelegd nadat de stedenbouwkundige vergunningen verleend zijn. Het heeft geen zin nu al hierover te speculeren. Wij zullen zoals gewoonlijk een openbare vergadering houden om de organisatie van de werken uit te leggen voordat de werken van start gaan.

Gehoord

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Rik Baeten quitte la séance

Rik Baeten verlaat de zitting

Ainsi fait et délibéré en séance. La séance est levée à 22h30.
Aldus gedaan en beraadslaagd in zitting. De zitting wordt gesloten om 22h30.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Christian Debaty

Vincent De Wolf